



# L'ACTION FRANÇAISE

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2746 | 62<sup>e</sup> année | Du 17 au 29 avril 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

## VICTOIRE (PROVISOIRE) DU BARNUM

Il y a quelques semaines, dans la classe d'une mienne amie, professeur des lycées, comme on dit maintenant, deux élèves particulièrement agités tentent de perturber la classe : bavardages, chahut, rires gras, bruits incongrus. On connaît l'ingéniosité de certains à cet égard.

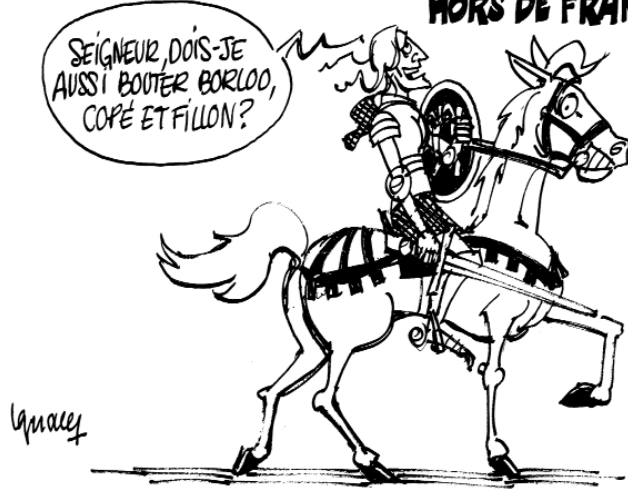
Alors, comme il faut bien ne pas laisser les choses franchir un certain seuil, au-delà duquel c'est tout l'ordre social qui est menacé, la dame lance peu près ceci : « Alors ! Vous n'avez pas bientôt fini votre bamboula ! » Ca n'a l'air de rien, n'est-ce pas ! On peut même penser, de prime abord, à une formule vaguement affectueuse pour rappeler à un peu de bon sens. Eh bien ! bonnes gens, si vous croyez cela, c'est que vous ne savez pas à quelle niveau de crasse imbécillité, dans la France qui fut celle de Ronsard et de Verlaine, s'est abaissé aujourd'hui l'esprit public. Car, les deux élèves en question étant (là, je consulte mon avocat pour savoir exactement ce que la loi républicaine m'autorise à écrire, et je tends le dos à l'avance à l'idée du crime dont cette haute conscience morale bien connue qu'est le condamné dispensé de peine Louis Schweitzer, pourra me faire inculper) étant ... les avis sont partagés ... dirais-je qu'ils sont d'origine africaine? mélanodermes? (Littré nous donne bien le mot convenable, mais il semble qu'il soit pénalement dangereux de l'employer). Enfin, vous avez compris.

Et donc, pour cette seule raison, scandale public !

Avis à la population : la bamboula est interdite en classe, mais les professeurs n'utiliseront le mot pour s'en plaindre que sous réserve de l'accord préalable des élèves incriminés. La même réserve vaut pour le ramdam. Allez! On trouvera bien quelque chose pour barnum.

DIOGÈNE

## NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET VEUT BOUTER L'OGM HORS DE FRANCE



**Cacophonie gouvernementale, parlementaires sous influence**

# Mais qui dirige la France ?

Page 4

Raisons d'A.F.

■ Le vendredi 3 avril 1896, Charles Maurras quittait Paris pour Marseille, où il devait s'embarquer à destination d'Athènes. A vingt-huit ans, le jeune journaliste de la *Gazette de France* était l'un des deux représentants de la presse française à "couvrir" cet événement extraordinaire qu'étaient les premiers Jeux olympiques modernes relancés par le baron Pierre de Coubertin.

Maurras, lui, allait d'abord à Athènes « comme à un rendez-vous d'amour », et les irremplaçables pages par lesquelles commence son *Anthinéa* nous font partager quelque chose de cet enthousiasme, intellectuel et sensuel à la fois, propre à l'amour. On sait aussi qu'il en a rapporté, ce qui étonnait Barrès, la haine de la démocratie, au point qu'il a pu écrire : « Si la France moderne ne m'avait persuadé de ce sentiment, je l'aurais reçu de l'Athènes antique. »

Mais en tant que chroniqueur des Jeux, ce qu'il fut aussi, bien sûr, alors même que dans un premier temps il y avait opposé les meilleures raisons, on ne voit pas qu'il ait imaginé que cette rencontre sportive, prévue pour rapprocher

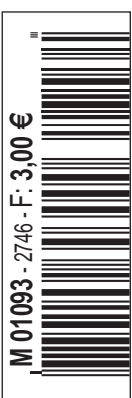
les peuples, deviendrait le prétexte d'une frénésie politique, comme celle faite aujourd'hui autour des Jeux prévus cette année à Pékin.

« Quand la première idée en fut publiée, écrit-il, j'avoue que je l'ai blâmée de toutes mes forces. L'Internationale des jeux me déplaisait. Je craignais la profanation d'un beau nom, assaisonnée d'un contresens. Et j'y voyais de plus un anachronisme. Des olympiades grecques étaient possibles quand il existait une Grèce. Depuis la Réforme, surtout depuis la Révolution française, il n'y a presque plus d'Europe : qu'allaient signifier des Olympiades ouvertes au monde entier ? Enfin, ce mélange de races menaçait d'aboutir, non à l'intelligente et raisonnable fédération des peuples modernes, mais aux vagues désordres du cosmopolitisme ». Et ce n'est pas la distinction qu'il fit par la suite entre cosmopolitisme et internationalisme, pour corriger sa réaction spontanée, qui modifie le fonds de son objection première.

Car, en réalité, désormais, c'est un fait que la politique, avec « les vagues

désordres du cosmopolitisme », annoncés par Maurras, l'a emporté sur le sport. Les Jeux grecs sont complètement étrangers à ce que sont devenus ceux de Coubertin. Le pays qui reçoit les jeux en fait une vitrine pour lui-même; et les rivalités, voire les coups fourrés, pour les obtenir sur son territoire, relèvent plus des intrigues diplomatiques que de la franche loi du sport. Enjeu politique, les jeux le sont surtout en ce qu'on attend d'eux qu'ils mettent en scène la démonstration des idéologies officielles, et les ridicules manifestations organisées sous des prétextes tibétains, alors que personne n'objecte jamais sur le fond, aux relations avec la Chine en deviennent indécentes. Certes, les amateurs de records, obtenus d'ailleurs par des moyens plus ou moins avouables, peuvent encore y trouver leur miel, mais la victoire sportive devient une explosion de nationalisme et une apologétique raciste.

« Politique d'abord », certes, mais la politique à la sauce morale, se mêlant de régenter le sport, n'est pas du tout notre fait. ■



## ■ LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Ce n'est pas à l'État de régler la question sociale.

**RSA : une fausse bonne idée**

PAGE 5

## ■ RUSSIE

Un obscur apparatchik au service d'une grande idée :

**Poutine ou la renaissance nationale**

PAGE 11

DIMANCHE 11 MAI 2008

## FÊTE NATIONALE DE JEANNE D'ARC



**Cortège traditionnel**  
Rassemblement à 9 h 30 à l'angle de la rue Royale et de la rue Saint-Honoré Paris 1<sup>er</sup> (métro Madeleine ou Concorde)

L'ambiance est plutôt morose au sein du gouvernement Fillon. Les secrétaires d'État tentent de s'émanciper de leurs ministres de tutelle à coups d'annonces médiatiques qui font surtout effet de couacs monumentaux.

Ainsi de Rama Yade envers Bernard Kouchner sur la participation de la France aux Jeux olympiques de Pékin. Ainsi de Nathalie Kosciusko-Morizet envers Jean-Louis Borloo au sujet des OGM. Cela va finir par faire vraiment désordre...

FINANCES LOCALES

Le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, Roger Karoutchi (par ailleurs président du groupe UMP au conseil régional d'Île-de-France s'indigne des dérives des dépenses des collectivités locales. « Je propose une grande loi de clarification des compétences des collectivités locales. S'il ne leur est plus possible de sortir de leurs compétences propres, nul doute qu'elles dépenseront moins » a-t-il déclaré dans Valeurs Actuelles. Dirait-il la même chose si s'était la droite et non la gauche qui dirigeait la grande majorité des collectivités locales ?

« NOS ANCÊTRES LES GAULOIS »

Rachid Kaci, conseiller technique de Nicolas Sarkozy, a déclaré au Choc du mois d'avril que « l'identité nationale c'est le concept de "nos ancêtres les Gaulois" ». Un concept qu'il souhaiterait que l'on apprenne « à tous les petits Français, quelles que soient leurs origines ». C'est un début.

PIERRE LAFARGE

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63  
www.actionfrancaise.net  
redaction@actionfrancaise.net  
secretariat@actionfrancaise.net  
abonnements@actionfrancaise.net  
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (\*)  
Directeur de la publication : M.G. Pujo  
Directeur de la rédaction : Philippe Champion  
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux  
Politique : Pierre Lafarge (chef de rubrique), Georges Ferrière.  
Étranger : Pascal Nari, Sébastien de Kererro.  
Économie : Henri Letigre.  
Enseignement, famille, société : Michel Fromentoux (chef de rubrique), Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.  
Médecine : Jean-Pierre Dickès.  
Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico, François Roberday.  
Culture : Renaud Dourges, Monique Beaumont, Alain Waelkens.  
Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin.  
Histoire : Francis Venant (chef de rubrique), René Pillorget.  
Art de vivre : Pierre Chaumeil.  
Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger.  
Médias : Denis About, Arnaud Naudin.  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.  
Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

GÉRARD LECLERC  
Vers une laïcité d'accueil  
du fait religieux...

■ Gérard Leclerc, éditorialiste à France Catholique, rédacteur à Famille Chrétienne et au bi-mensuel Royaliste, est l'auteur de plusieurs essais où il exprime son souci de comprendre en catholique engagé les évolutions du monde actuel.

L'ACTION FRANÇAISE 2000 – Marianne a titré récemment, parlant de Sarkozy, « le fou de Dieu », lançant ainsi un débat sur les rapports entretenus par le président et le fait religieux. Quelle est votre réaction à ce dossier ?

GÉRARD LECLERC – J'ai suivi avec attention les propos de Nicolas Sarkozy ; il brise un tabou républicain, et la nature de ce tabou fait question. Le président de la République fait un vibrant éloge de la France chrétienne et on lui fait un procès arguant que ce n'est pas son rôle, qu'il devrait rester dans une prudente réserve. Mais il y a un tabou. Quel est-il ? Il n'a jamais été explicitement nommé dans notre histoire. La Constitution n'interdit pas au président de faire l'éloge de la France chrétienne. Même si la république est laïque, la liberté de culte est garantie, dès lors pourquoi le président de la République devrait-il taire cette admiration ? Est-ce qu'au nom de la neutralité républicaine un autre président devrait taire son admiration pour Voltaire ? Ce qui est interdit, c'est de contrevenir au libre exercice du culte et de la libre expression de la pensée.

Mais il y a un non-dit, l'histoire de France est conflictuelle ; il vaut mieux ne pas parler de certaines choses. L'interdit porte notamment sur la question religieuse ; le braver serait ouvrir la boîte de Pandore. Sarkozy brise un tabou et je serais le dernier à l'en blâmer, je suis prêt à en discuter avec quiconque. Marianne réagit durement à ce discours, elle veut défendre ce tabou. Joseph Macé-Scaron ne se contente pas de crier au scandale, il en dénonce un second, l'instrumentalisation de la religion par le politique. Il en arrive à Maurras qui aurait été le grand instrumentalisateur du religieux à des fins politiques.

J'y oppose deux réponses. Tout d'abord, il n'est pas vrai que le discours de Sarkozy ait été manipu-

lateur : ses collaborateurs Emmanuelle Mignon et le frère Philippe Verdin, avec qui il avait déjà écrit un livre sur le sujet, ont préparé ce discours qui n'était pas réducteur du fait religieux ; il y parlait des saints, des mystiques, des théologiens qui ont marqué la France. J'y vois une admiration sincère pour notre patrimoine commun le plus précieux.

Ensuite, le recours à Maurras et à l'apologétique maurrassienne de l'Église de l'Ordre révèle un contresens majeur sur cette question et démontre l'ignorance de ceux qui l'évoquent à contre-temps.

Qu'est-ce que l'Église de l'Ordre ?

L'AF 2000 – Nicolas Sarkozy a-t-il une vision de l'Église de l'Ordre ?

G.L. – Il faut d'abord connaître ce qu'en dit Maurras et notamment sa notion d'Ordre. La polémique ramène l'ordre au niveau des matraques avec une Église censée remplacer avantageusement le gendarme. Maurras se situe à l'opposé de cette vision. Pour lui, il s'agit d'une notion philosophique élaborée, renvoyant à la pensée grecque, le choros : ordonnance profonde des choses, danse du monde, harmonie suprême du monde, du cosmos, structure cachée qui fait que les choses sont belles. Il ne faut surtout pas entendre l'Église de "l'ordre" dans sa version la plus basement utilitariste.

Joseph Macé-Scaron établit une connivence entre Thiers et Maurras. Or Thiers voyait l'utilité "gendarmesque" de l'Église. Maurras avait horreur de Thiers qu'il appelait « le gnome sanglant » et auquel il reprochait la bouche répressive de la Commune. Il y a toute une somme de Maurras affirmant son admiration pour l'Église, pour sa doctrine, sa mystique, ses saints. Il en fait une apologétique d'une extrême finesse, il loue sa psychologie ; il se réfère à saint Bernard, à Thomas d'Aquin, à Dante, à Bossuet, les plus grands. Les rapports de Maurras au christianisme relèvent d'une question intime à l'égard de la foi.

Le vieux Martegal ne s'est jamais affirmé athée, il se définissait comme un agnostique inquiet.

Pour lui, le tourment suprême était le « défaut de croire » (L'AF et la religion catholique). On ne peut négliger l'évolution spirituelle de Maurras, visible dans sa poésie ; je pense au Colloque des morts où il est on ne peut plus proche du dogme de la Résurrection ainsi qu'à sa préface à La Balance intérieure dans laquelle il dit que son évolution intellectuelle et spirituelle l'a amené « sinon au grand soleil de la foi, du moins à son clair



Gérard Leclerc

de lune ». Il est sorti de son agnosticisme, dans un chemin de désir qui le rend proche de la spiritualité de sainte Thérèse de Lisieux dont il lira avec attention l'Histoire d'une âme. Il a toujours eu, dans les pires moments de doute, une piété mariale qui s'exprime dans un beau passage de l'Ode sur la bataille de la Marne où il reproche à Luther d'avoir supprimé justement le culte marial.

J'ajouterai que c'est se tromper sur la philosophie politique de Maurras que de penser qu'il aurait un mépris du peuple. Au contraire, il prend la défense des plus humbles : il a dit que Voltaire avait proféré une bien grande absurdité en prétendant qu'il fallait un Dieu pour les petits, car ce qu'il faut, c'est un Dieu pour les puissants. Leur pouvoir devant être modéré par une crainte révérencieuse envers une puissance qui les domine.

Vers une laïcité d'accueil positif ?

L'AF 2000 – Y a-t-il du positif dans cette volonté de rompre avec le privatisme de la foi et l'extrémisme laïc ?

G.L. – Sarkozy a brisé un tabou. On le lui reproche. Que dirait-on

si un président de la République louait la France anticléricale, s'il disait que l'instituteur sera toujours supérieur au prêtre ? On préfère le mutisme, mais n'est-il pas désuet ? La reine d'Angleterre, par exemple, est chef de l'Église anglicane. Cela gêne-t-il la liberté religieuse ? La réponse est non.

Ce tabou avait des raisons d'exister au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais pourquoi les choses ne bougeraient-elles pas ? En France, il y a eu mythification de la notion de laïcité. Il y a lieu, aujourd'hui, de désenchanter cette notion ; je renvoie à Émile Poulat qui rappelle que le mot de laïcité ne figure pas dans la loi de 1905.

L'AF 2000 – Quels sont, ou seront, les résultats pratiques des principes énoncés par le président de la République ?

G.L. – À mon sens, on va vers une conception plus américaine du rapport du politique et du religieux, et la laïcité devient une laïcité d'accueil positif au fait religieux plutôt qu'une barrière à ce qu'il représenterait comme menace. Il est certain que les musulmans sont en première ligne car ce sont eux qui posent le plus de problèmes, du fait de leur inorganisation, de l'effervescence de certains groupes, s'ajoutant aux problèmes de leur intégration dans la nation. Certains redoutent le fait musulman en France, mais il y a un large consensus autour de l'idée qu'il faut prendre des mesures pour que les musulmans puissent exercer leur culte sans être assujettis à des puissances étrangères. Toute la question est la place du curseur, c'est une affaire de pragmatisme.

On peut ajouter que sous-jacent aux nécessités des organisations religieuses se trouve le problème du communautarisme religieux proche de la tradition américaine, à l'encontre de la tradition intégratrice française ; c'est une question de modulation. Se pose de plus l'énigme de l'identité : que signifie être français ? Est-ce l'adoption d'un héritage ? Sous la III<sup>e</sup> République, l'école et l'enseignement secondaire étaient très sensibles à la question de la transmission. La crise de l'enseignement en France ne fait qu'aggraver la difficulté d'une identification à notre être français. Je pense à Alain Finkielkraut qui, quand on lui parle d'héritage français, répond par des noms de grands écrivains : sera-ce encore possible pour les générations à venir ?

PROPOS RECUEILLIS  
PAR ALEXANDRE APREVAL

Pierre Magnard à l'Institut d'Action française

■ Une fois de plus, répondant à l'invitation de Michel Fromentoux, le professeur Pierre Magnard, professeur émérite à l'université de Paris-Sorbonne, a offert aux nombreux amis de l'Institut d'Action française un moment de régal intellectuel. Ce mercredi 2 avril, il nous entretenait de L'impasse démocratique : ces idées chrétiennes devenues folles...

Sa grande érudition lui a permis de remonter loin dans le temps aux origines de la per-

version du message chrétien par des penseurs désireux d'interpréter les textes selon leur propre "génie". Ainsi certains voulurent-ils définir la Trinité non plus comme un seul Dieu en trois personnes vivant d'une même vie, mais comme un Dieu s'étirant dans le temps. Il y aurait eu le temps du Père, puis du Fils, puis (actuellement) du Saint-Esprit. Cette conception progressiste de la divinité eut vite fait d'aboutir à la déification de l'homme lui-même et l'on eut notamment

les Droits de l'Homme, cette manière purement idéologique de concevoir la liberté, l'égalité, la fraternité hors de tout enracinement dans une nature humaine. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que cette idéologie faussement angélique se retourne aujourd'hui contre l'homme.

S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, ancien élève du professeur Magnard, honorait de sa présence cette soirée dont il lui revenait de tirer brillamment une conclusion. ■

# La compétition des bons sentiments

Que l'on soit ou non féru d'athlétisme et de ballon rond, il a été difficile d'échapper aux frasques qui se sont récemment déroulées en marge d'événements sportifs et qui ont déchaîné les passions

**L'olympisme chahuté par la diplomatie des Droits de l'Homme, le football empêtré dans les revendications victimaires... La politique de la compassion a envahi de nouveaux terrains.**

françaises. En apparence, peu de choses rapprochent les manifestations de militants pro-Tibétains au passage de la flamme olympique dans Paris et le tollé général déclenché par une banderole de mauvais goût et insultante pour les gens du Nord déployée lors de la finale de la coupe de la Ligue de football. Pourtant, il semble que ces faits, qui en d'autres temps auraient été bien anecdotiques, participent du même phénomène de dilution de la politique et donc méritent quelques instants notre attention.

Expliquons-nous : alors que la politique est chaque jour un peu plus rejetée hors des instances de gouvernement dans lesquelles elle doit traditionnellement s'exprimer, son fantôme revient dans les lieux les plus incongrus, et notamment les bas-côtés du monde sportif. À l'évidence, le mélange des genres est loin d'être des plus heureux.

## Pathétique et hypocrisie

Ainsi, le relais de la flamme olympique dans les rues de la capitale a-t-il donné à voir les incohérences de la diplomatie des Droits de l'Homme. S'il était dans l'ordre des choses que les opposants au régime chinois et les Tibétains en exil manifestent leur mécontentement, il a été en re-

vanche plus dérangeant de voir des élus, locaux et nationaux, se joindre à l'hystérie de la contestation. Certains, comme ce fut le cas des représentants des Verts au Conseil de Paris, se sont donné à bon compte leurs galons de héros de la démocratie en prenant la pose du martyr devant les cars de police.



La flamme olympique, nouvel otage des bien-pensants

Mais, le pathétique et l'hypocrisie ont sans doute culminé avec le "rassemblement de protestation" organisé par une quarantaine de députés, issus tout aussi bien de la majorité que de l'opposition, devant l'Assemblée nationale à grand renfort d'écharpes tricolores et d'indignation de circonstance. L'observateur avisé notera que, parmi cet aréopage bien-pensant, rares sont ceux qui se sont précédemment révoltés contre l'ordre économique du monde. Cet ordre économique qui impose de manière régulière aux membres de la représentation nationale de se rendre à Pékin pour mendier les contrats qui, peut-être, permettront à quelques entreprises françaises de survivre

à la concurrence planétaire. Cet ordre économique qui a fait que sous la pression des sponsors, avides de conquérir de nouveaux marchés, les Jeux olympiques ont été donnés par le CIO à la capitale chinoise. L'élan bien tardif de nos démocrates de salon en faveur de la cause tibétaine sera dès demain oublié et ne fait au-

jourd'hui qu'ajouter à la colère du peuple chinois, désormais rassemblée derrière son gouvernement autoritaire et archaïque. En bref, on ne saurait mieux joindre le ridicule à l'inefficacité.

## Le temps du compassionnel

Dans un autre registre, l'affaire de la stupide banderole "anti-ch'ti" déployée au stade de France par des supporters du Paris Saint-Germain relève également de la propension actuelle du politique à se perdre dans le registre compassionnel pour masquer son incapacité à agir sur le réel. En effet, ce qui ne devait être qu'un banal incident de stade,

appelé à être traité dans le cadre d'un simple règlement sportif, s'est transformé, par la volonté de Nicolas Sarkozy, en une véritable affaire d'État. En recevant à l'Élysée les dirigeants du club de football visé par les injures et en laissant entendre que le crime contre l'humanité n'était pas loin, le président de la République a une nouvelle fois démontré que l'écoute et la réparation des victimes, réelles ou supposées, était l'un des axes forts de son quinquennat. À vrai dire, tandis qu'un film sur les habitants du Nord-Pas-de-Calais remporte un triomphe populaire, la défense des "ch'tis" est très rentable politiquement. À défaut de mettre en œuvre la politique économique permettant de faire disparaître les chômeurs des bassins industriels du Nord de la France, il est plus aisé de s'insurger lorsque les braves "ch'tis" sont traités, entre autres choses, de chômeurs.

Nombre de commentateurs dénoncent à raison les dérives commerciales du sport, mais peu de voix commentent ce que l'on pourrait appeler la dérive symbolique du sport. En effet, de toute part, les idéologies diverses et variées s'emparent du phénomène sportif afin de l'affubler des valeurs à la mode. Par exemple, en 1998, il est flagrant que la gauche, peinant à masquer les échecs de l'intégration, s'est appropriée l'équipe de France de football championne du monde et l'a rhabillée en "black, blanc, beur" dans l'unique objectif de raviver un discours à bout de souffle. Parallèlement, les polémiques lancées par le Front national sur le nombre trop important de footballeurs noirs au sein l'équipe victorieuse ne semblaient guère utiles.

À l'évidence, aujourd'hui, rares sont les esprits sages appréciant le sport pour ce qu'il est véritablement. C'est-à-dire, comme le décrivait Antoine Blondin dans ces *Chroniques du Tour de France*, une émotion populaire, une aventure individuelle ou encore la beauté d'un geste technique parfait.

PAUL PAOLINI

## SIGNES DES TEMPS

### SYMBOLE

Pour le ministre de la Défense, le très discret Hervé Morin, le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan est « une affaire purement symbolique ». Si c'est purement symbolique, pourquoi ne pas rester en dehors ? Depuis quarante-deux ans, la diplomatie française et sa singularité dans le monde ne s'en portent pas plus mal.

### RACISME

Il y eut un vrai concours de vierges effarouchées pour dénoncer la banderole imbécile que des supporters parisiens ont déployé pendant la finale de la Coupe de la Ligue qui opposait le PSG à Lens au stade de France. Beaucoup de publicité pour un cas de bêtise humaine qui n'en valait pas tant. Il faudra surtout rappeler à ceux qui criaient au racisme que les "ch'tis" ne constituent pas un groupe ethnique différent du reste de la France !

### RACISME BIS

Imaginez l'émoi qui aurait été suscité dans le pays si le nombre d'actes racistes avait augmenté en France de plus de 20 %. Eh bien, en 2007, selon la Commission nationale consultative des droits de l'homme, les actes racistes ont diminué pour la deuxième année consécutive et la baisse est de 23,5 %. Et personne n'en parle.

### SÉMANTIQUE

Bien évidemment, la "police de proximité" que Nicolas Sarkozy s'est empressé de supprimer lorsqu'il est arrivé place Beauvau, n'a rien à voir avec les "unités territoriales de quartier" que met en place Michèle Alliot-Marie... Pas étonnant en tout cas que des années de valse-hésitation n'aient jamais permis d'améliorer la situation des banlieues.

### CHIFFRES

Dans les coulisses des ministères et de l'Assemblée nationale, PS et UMP se préparent à livrer une terrible guerre des chiffres à propos des heures supplémentaires défiscalisées mises en place par Sarkozy. Les uns diront que la mesure est inefficace, les autres soutiendront l'inverse. Une situation qui rappellera le débat sans fin sur le bilan des 35 heures. Mais pour gagner la bataille, le gouvernement a une arme de choc : le ministère des Finances, qui considérait jusque là qu'il y avait 900 millions d'heures supplémentaires chaque année en France, vient de réviser ses chiffres pour dire qu'il n'y en avait en fait que 700 millions. Ce qui devrait permettre plus tard de constater, comme par magie, une augmentation d'au moins 200 millions d'heures supplémentaires !

GUILLAUME CHATIZEL

## NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Cent ans d'Action française ! Cent ans de peine au service de la France, au cours desquels a été maintenue, envers et contre tout, la flamme de notre espérance française et royale ; cent ans sur une voie où nous avons toujours voulu penser clair et marcher droit.

Depuis quelques mois, nous avons choisi d'être meilleurs, plus présents, mieux audibles, mieux perçus. Mais pour que cet effort, notre effort du centenaire, soit couronné de succès, notre action à nous n'est pas suffisante. Il faut que les lecteurs de *L'Action Française*, que les fidèles des prin-

## Le nerf de la guerre

cipes de salut public que nous défendons depuis cent ans, s'engagent, eux aussi, comme sur un champ de bataille ou comme pour subvenir aux besoins du champ de bataille.

Nous ne tiendrons le front qu'avec le nerf de la guerre qui, lui, n'a pas changé de nature, et que vous seuls pouvez nous procurer. **Alors, cent euros pour les cent ans !** Est-ce trop demander ? Mais, après tout, chacun de vous sait de combien il peut nous aider.

Permettez-moi de relayer ici l'appel que vous lançait Marielle Pujol.

PHILIPPE CHAMPION

\* Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, L'AF 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris..

### LISTE N° 3

100 euros pour l'AF :  
M<sup>me</sup> Francine Remacle-Ebroussard

(1<sup>ère</sup> partie), 50 ; D<sup>r</sup> André Charles, 100 ; anonyme, 100 ; Xavier de Planchard de Cussac, 100 ; anonyme (2<sup>e</sup> partie), 50.

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; Raymond Sultra, 17,78 x 2 ; Joseph Lajudie, 20 ; M<sup>me</sup> Marie-Christiane Leclerc-Bourin, 28.

René Boucault, 25 ; Martin Thirez 45.

Total de cette liste : 576,18 €  
Listes précédentes : 3 145,25 €

Total : 3 721,43 €  
Total en francs : 23 400,76 F

## SOMBRE AVENIR DÉMOGRAPHIQUE

A lire le bulletin de l'INED, Population et sociétés, de mars dernier, l'avenir démographique de la France ne semblerait pas trop inquiétant. Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, la population de notre pays est estimée à 63 millions d'habitants, soit 0,5 % de plus qu'en 2007.

Toutefois, l'indice de fécondité a été en 2007 de 1,96 enfant par femme, en baisse par rapport à 2006 (1,98). Rappelons que cet indice devrait être d'au moins 2,1 enfants par femme pour que les générations se renouvellent...

L'INED observe que la tendance à avoir des enfants toujours plus tard se poursuit : les femmes ayant accouché en 2007 avaient en moyenne 29,9 ans, alors qu'en 1977 cette moyenne était de 26,5 ans. Ayant toujours plus tard leur premier enfant les femmes françaises donnent à celui-ci moins de petits frères ou sœurs.

La démographie est le reflet de l'actuelle mentalité égoïste et hédoniste et se ressent de la politique qui entretient cette mentalité : des mesures décourageant toujours les familles nombreuses (celles-ci ont failli perdre la semaine dernière leur carte de réduction SNCF, M. Sarkozy a fait marche arrière mais a confirmé que les prestations familiales s'alignaient désormais sur les aides sociales) ou qui poussent toujours plus les mères de famille à travailler hors de chez elles, sans compter l'incessante propagande pour les méthodes de contraception ou d'avortement, tout cela rend désirable ce que les gouvernements, depuis plus de trente ans, osent encore appeler une politique familiale. Et comment ne pas penser aux quelque 220 000 enfants empêchés de naître chaque année depuis que la loi Veil pousse à se débarrasser par le crime plutôt que par l'entraide des situations de détresse ? Tous ces enfants ne seraient pas parvenus à l'âge adulte, il n'en reste pas moins que notre pays a été ainsi privé de quelques millions d'hommes et de femmes qui aujourd'hui formeraient des foyers et engendreraient à leur tour les enfants qui manquent pour renouveler les générations...

Le bulletin de l'INED nous apprend encore que le Pacs ne cesse de se développer au détriment du mariage. Chose paradoxale : il ne semble pas attirer les seuls homosexuels à l'intention de qui il avait pourtant été établi. (Ceux-ci n'y ont vu qu'une étape vers le mariage "gay" !) En revanche, le nombre de Pacs hétérosexuels est passé en six ans de 15 426 à 97 000, soit une multiplication par plus de six, alors que durant la même période les mariages sont passés de 288 000 à 260 000. Ceux qui ont peur de s'engager pour la vie en fondant une famille recourent à cette espèce de mariage au rabais que la république leur propose, mais ce ne sont pas ces couples frileux qui ont le plus d'enfants...

Une fois de plus, la vérité éclate : pas de bonnes moeurs sans une bonne politique !

MICHEL FROMENTOUX

## OGM : y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Qui a gagné ? Après le vote, à l'Assemblée nationale ce 9 avril 2008,

**L'esprit de la loi, perdu dans les contradictions et les rebondissements, ne facilite pas la lecture de la politique du gouvernement en la matière.**

d'une nouvelle loi sur les OGM, qui a gagné ? Les pro ou les anti-OGM ? Monsanto ou José Bové ? On serait bien en peine de le dire tant l'esprit de la loi, perdu dans les contradictions et les rebondissements qui ont prévalu à l'adoption de ce texte, ne facilitent pas la lecture de la politique du gouvernement en la matière. Même "NKM", le secrétaire d'État chargé de l'Écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, a fini par y perdre son latin, et surtout son sang-froid, dénonçant dans un entretien au journal *Le Monde* le « concours de lâcheté et d'in-élégance » entre Jean-François Copé, président du groupe UMP, et Jean-Louis Borloo, son ministre de tutelle, très discrets dans le débat. « Il n'y a pas une feuille de papier à cigarette entre elle et moi » a rassuré Jean-Louis Borloo avec une insistance suspecte. Il y a pourtant peu en commun entre la polytechnicienne férue d'environnement et l'avocat d'affaires qui a échoué au superministère de l'Écologie et du Développement durable, taillé sur mesure pour Alain Juppé.

On n'a pas entendu en tout cas, ni Borloo ni Copé, dans ce

débat qui a créé des clivages à l'intérieur même de l'UMP, tous deux préférant abandonner le jeune ministre face aux députés qui défendaient la culture d'organismes génétiquement modifiés.

### Des députés sous influence ?

Ces députés défendaient-ils, en leur âme et conscience, une conviction profonde ? Le sénateur UMP de la Manche, Jean-François Le Grand, ancien président du comité de préfiguration de la Haute Autorité sur les OGM, les accuse ouvertement d'avoir été « actionnés » par Monsanto. L'accusation semble trop grave pour ne pas mériter une enquête. On sait qu'à Bruxelles, où sont prises de nombreuses décisions concernant les OGM, dont la plupart s'imposent à la France, le jeu des lobbies est prépondérant et pas seulement celui des lobbies pro-OGM...

Des députés accusés d'être manipulés, un secrétaire d'État remis à sa place par le Premier ministre... Cette loi sur les OGM a véritablement secoué le gouvernement et sa majorité. Tout était pourtant si bien parti ! Souvenez-vous, en octobre 2007, lors du Grenelle de l'Environnement, les commentateurs chantaient les louanges de la grand-messe qui remettait l'environnement au cœur des débats. Comme l'exercice semblait plus mystique que politique, on n'avait pas hésité à lancer de grands principes, comme autant de cadeaux offerts à tous les Robins des bois de l'Écologie pour fêter l'avènement du nouveau président.

Concernant les OGM, même si l'intergroupe chargé de cette question n'avait abouti à aucun accord sur de nombreux points,

on avait généreusement lâché dans la nature quelques idées explosives. Comme le droit de vivre "sans OGM" qui, finalement pourrait s'apparenter à la fin des OGM tant il semble évident qu'on ne pourra jamais cultiver des OGM tout en garantissant l'absence totale de contamination des autres cultures. On avait même évoqué le principe de subsidiarité pour imaginer que des autorités locales pourraient refuser, pour certains motifs, que ces cultures s'implantent sur leur territoire. Autant de concessions aux anti-OGM qui justifiaient que José Bové fasse la bise à NKM, provoquant la colère des députés UMP. Mais dans le projet de loi, ceux-ci tenaient leur revanche avec un "Haut Conseil des biotechnologies" dominé par les scientifiques et un "délit de fauchage" menaçant les disciples de José Bové de trois ans de prison s'ils touchent au maïs...

### Décentraliser la chienlit

A contrario, le député communiste André Chassaigne a réussi à faire adopter un amendement qui stipule que les OGM ne pourront être cultivés que dans le respect « des structures agricoles, des écosystèmes locaux et des filières de production et commerciale qualifiées "sans OGM", et en toute transparence ». Une véritable bombe qui rendra publiques les parcelles semées d'OGM et permettra aux agriculteurs bio ou aux producteurs d'AOC de tenter de s'opposer à la culture d'OGM par leurs voisins. À défaut de trancher, ce que Jean-Louis Borloo présente comme un « texte équilibré » pourrait décentraliser le problème en créant dans les communes

d'insolubles débats à propos de la présence de cultures génétiquement modifiées.

Il reste à espérer que la sagesse des sénateurs, devant lesquels ce texte est examiné depuis le 16 avril, clarifie la situation.

### Le silence de Sarkozy

Mais à défaut de comprendre dans quel sens va cette nouvelle loi, il faut surtout s'interroger sur le silence assourdissant de Nicolas Sarkozy. En campagne électorale, l'actuel président de la République n'avait pas caché sa « méfiance » et sa « réticence » envers les OGM, rejoignant une opinion publique qui, majoritairement, ne souhaite pas que quelques multinationales nous imposent les OGM dans nos champs et nos assiettes. Tout en indiquant qu'il était « indispensable » de poursuivre la recherche, il s'était déclaré « pour le moment sceptique sur les vrais avantages » des OGM.

Et aujourd'hui ? Celui que l'on disait trop présent, omnipotent, jouant à lui seul la partition de tout le gouvernement, ne dit mot sur le sujet. Et après avoir apparié Jean-Louis Borloo et Nathalie Kosciusko-Morizet, il les laisse gérer leur incompatibilité. Tout comme il laisse Bernard Kouchner et Rama Yade gérer leurs incompatibilités au sujet de la Chine, un autre sujet sur lequel le chef de l'État est silencieux.

Quelle est la politique de la France ? Et y a-t-il seulement un pilote dans l'avion ? C'est cette question politique que la loi sur les OGM, d'apparence technique, doit amener à se poser.

GUILLAUME CHATIZEL

## Mélancolies françaises et royales

À certains jours, plutôt que de scruter le sens des mots et leurs définitions données par les dictionnaires, je préfère écouter les résonances de leurs

**La vraie mélancolie est une chanson de tendresse et de persévérance.**

voix, l'écho de leurs noms, leurs murmures, leurs plaintes et leurs chansons. C'est ainsi qu'il y a quelques jours, j'ai convoqué en une sorte de "jeu-partie", comme on eût dit aux temps médiévaux, la Mélancolie et la Tristesse. Je m'en voudrais de paraître offenser la Tristesse, ou même simplement de la mépriser. Et même j' imagine sur mon petit théâtre, la rencontre des deux cousines, et la Mélancolie offrant à la Tristesse une part de gâteau pour égayer

son goûter... C'était peut-être la galette des Rois.

Il me vint l'idée soudaine que la Mélancolie était dame généreuse, et même personne royale, tandis que la Tristesse, quoique bonne fille, mais trop souvent désignée au rôle de servante, gardait dans son apparence quelque chose de négligé, une humilité que j'oserais presque qualifier de servile. La Mélancolie au contraire est constamment animée d'une faculté de rêver et, par suite, d'espérer. Elle a aussi reçu le don d'indignation, que la Tristesse ne saurait obtenir à cause d'une propension à l'accablement.

Pour la Tristesse, le Ciel est toujours chargé d'un plafond de nuages sombres prometteurs de maints orages et de lourdes pluies. La Mélancolie sait voir dans les nuées les chimères exaltantes et dispensatrices de faveurs célestes, les licornes et les griffons des an-

tiques blasons. À nos mélancolies, avec l'harmonie de leur secret langage, il ne suffit pas d'être ennoblies, nous sommes certains qu'en plus elles doivent être royales.

### Sœurs de nos personnalités

La Mélancolie a le pouvoir de concerner ce qui, en ce bas monde a du prix, de la valeur et du style, ce qui en a eu jadis ou naguère, ou qui nous paraît digne d'en avoir quelque jour, proche ou lointain. Nos mélancolies sont amies, sœurs et gardiennes de nos personnalités ; elles apparaissent et chuchotent quelques mots de désapprobation toutes les fois que nous n'avons pas su atteindre à la dignité nécessaire.

Nous avons l'intime persuasion que nos mélancolies ne sont pas celles de n'importe qui. Alors que la Tristesse peut être vulgaire, ou

à tout le moins platement ordinaire, commune, ressasseuse, la Mélancolie est une forme de la chanson de soi-même. Elle ressemble à un lac, à une rivière, à un ciel largement animé et traversé de nuages, elle est aussi une musique du souvenir. En des moments décevants, dépourvus de lumière, teints de lourdeur grincheuse ou burlesque, la Mélancolie flotte au vent comme le drapeau des fidélités ; elle prend en main la harpe pour une résurrection des hymnes sacrés au cœur...

Il y a des mélancolies qui sont un support de dignité à la fois personnelle et collective. La vraie mélancolie a pour nous la vertu essentielle d'être une mélancolie française et, par conséquent, une chanson de tendresse et de persévérance pour un obstiné pèlerinage royal et chrétien.

JEAN-BAPTISTE MORVAN

## Que veulent les lycéens en révolte ?

La révolte lycéenne de ce printemps a quelques raisons d'être : la politique purement comptable du ministère et de M. Darcos est peu défendable

**Puisque la République abandonne "son" école, le champ se libère pour d'autres perspectives politiques.**

quand elle méconnaît les réalités de l'enseignement dans notre pays et ses spécificités qui, pour ne pas être toutes heureuses, ne méritent pas un traitement aussi indigne... Ainsi, de nombreuses suppressions d'heures de cours distribuées aux établissements et de postes de professeurs, qui seraient légitimées par la baisse démographique des effectifs d'élèves, s'avèrent dangereuses pour la qualité même de l'enseignement : en effet, cela entraîne l'augmentation des effectifs au sein des classes elles-mêmes dans les cours de langue, par exemple, ce qui n'est guère profitable aux élèves et rend leur participation moins fréquente et, parfois, plus difficile. En outre, dans les zones déjà en difficulté de par l'environnement social et l'ambiance générale, diminuer le nombre de professeurs et d'adjoints d'éducation (les surveillants) revient à affaiblir leur poids et leur crédibilité au moment même où

il faudrait pouvoir mobiliser de nouvelles forces pour éviter les dérives et les naufrages.

### Assez de logique comptable !

Toutefois, la logique comptable n'est pas l'apanage de la seule administration de l'Éducation nationale affolée par la réduction de ses marges de manœuvre budgétaires, et les manifestants qui répondent au ministre par la simple demande du maintien, voire de l'augmentation, du nombre d'enseignants se contentent d'une analyse qui ne prend pas assez en compte les évolutions du métier et les possibilités de "travailler autrement", ni même leur propre responsabilité dans la situation actuelle : en effet, ce n'est pas seulement le nombre d'élèves qui détermine la qualité d'une classe, mais l'attitude des élèves, leur bonne volonté et leur aptitude au travail et à la concentration. Faire classe à trente-six en cours d'histoire au lycée Hoche de Versailles ne pose pas de problème particulier, ne serait-ce que de discipline, et les résultats, souvent très satisfaisants, ne varieraient pas beaucoup si le nombre d'élèves augmentait encore de quelques unités. Mais c'est le travail des professeurs qui s'en trouverait surchargé par les copies supplémentaires à corriger, sans que leur salaire augmente en proportion... Dans une situation présente délicate qui voit le pouvoir d'achat des enseignants poursuivre une glis-

sade entamée il y a déjà presque vingt ans, il y a fort à parier que la grogne serait d'autant plus vive devant ce travail obligatoire supplémentaire et pas toujours gratifiant qui leur donnerait l'impression que l'on veut faire des économies sur le dos d'enseignants déjà de plus en plus sollicités pour des tâches administratives mais non rétribuées.

### L'imagination en grève

En fait, il n'est pas certain que le "pire" soit derrière nous : des rumeurs insistantes évoquent la volonté du ministère de M. Darcos de remettre à plat les programmes, ce qui en soit n'aurait rien de choquant si ce n'était l'occasion de diminuer les horaires de cours. Logiquement, la quantité de connaissances à posséder et, par conséquent, la qualité de cet enseignement, diminueraient au nom d'impératifs d'efficacité économique qui n'aurait pas forcément grand-chose à voir avec la mission culturelle qui est aussi l'une des tâches de l'école française.

Cela reviendrait aussi à confier plus de classes à chaque professeur (donc plus de préparations et, surtout, plus de corrections...) sans pour autant les payer plus : si le bénéfice tiré par le Budget est certain, celui des professeurs comme des élèves n'est pas exactement avéré ! Il est facile de comprendre les craintes des enseignants devant ces perspectives peu engageantes.

Pourtant la révolte lycéenne actuelle prend un tour fort démagogique, en avançant des slogans surréalistes ou, plus exactement, décalés par rapport aux enjeux actuels de l'enseignement français et aux nécessités contemporaines : il est d'ailleurs frappant de constater la pauvreté des slogans et des propositions des manifestants, comme si l'imagination (au sens positif et constructif du terme) avait décidé, elle aussi, de faire grève. C'est dommage, d'autant plus que la critique n'a véritablement de sens et de poids que si elle s'accompagne d'un effort de recherche et de fondation (ou simplement de mise en avant) qui lui confère alors une légitimité d'alternative. De plus, au regard de l'attitude de certains manifestants (j'insiste sur le "certains"), il peut apparaître fort hypocrite de défendre les professeurs quand, déjà, on ne respecte pas ceux qui sont actuellement en place : de multiples exemples récents montrent qu'ils sont en butte à l'hostilité, voire l'agressivité, de nombreux élèves qui, pourtant, en demandent officiellement plus... dans la rue.

### Repenser l'école

Alors, que faire ? Doit-on se contenter de "compter les coups" en attendant les grandes vacances ? Il est évident que cette attitude du "chien crevé au fil de l'eau" n'est guère honorable et qu'il faut savoir agir et réagir. Devant l'incapacité de la République à sortir de la logique comptable

et de son rousseauisme mal assumé, il paraît nécessaire de repenser l'école, ses missions et ses moyens : si elle doit connaître les conditions et les aspects du monde contemporain, elle ne doit pas en accepter les seules motivations économiques et consuméristes.

Quant au rôle des enseignants, il n'est pas d'alimenter les peurs d'une jeunesse déjà inquiète et nerveuse, mais d'engager une véritable réflexion, sans tabou ni préjugés, sur sa propre fonction et les modalités de celle-ci, d'accepter des remises en cause qui soient aussi des remises en ordre, de donner l'exemple du service et du devoir en prenant de plus en plus en main les destinées des établissements par une meilleure intégration et participation dans les pôles de décision de ceux-ci.

De plus, l'autonomie qui se met en place progressivement peut aussi être l'occasion d'ouvrir les établissements scolaires à un véritable "plurifinancement" et au "mécénat éducatif" qui permettent le développement de projets et d'activités scolaires, aujourd'hui fort réduites faute de crédits et de soutien ministériel.

« Les libertés ne s'octroient pas, elles se prennent », affirmait Maurras : c'est le moment de le rappeler, aux élèves comme aux professeurs. Puisque la République abandonne "son" école, le champ se libère pour d'autres perspectives politiques.

JEAN-PHILIPPE CHAUVIN

## RSA : une fausse bonne idée

Dernière péripétie du ca-fouillage quant à l'action sociale du gouvernement, l'UMP a annoncé le 14 avril la création d'un groupe de travail sur le Revenu de solidarité active (RSA) de Martin Hirsch.

**Nouvelle mouture du RMI, mêlant prestations sociales et travail rémunéré, le revenu de solidarité active est le dernier avatar d'une politique sociale qui ne résoud en rien la pauvreté et accroît la pression fiscale. Ce n'est pas à l'État de régler la question sociale...**

Le Haut Commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté est "partie prenante" de ce groupe de travail, installé le 16 avril lors de la réunion de la commission exécutive du parti majoritaire, a précisé Chantal Brunel, porte-parole de l'UMP.

Un débat serré est en cours au sein du gouvernement sur la généralisation du RSA. Expérimenté dans une trentaine de départements, ce nouveau dispositif destiné à favoriser le retour au travail des allocataires de minimas sociaux, est jugé coûteux alors que l'heure est aux économies budgétaires.

Martin Hirsch a confirmé dimanche que François Fillon lui proposait un milliard d'euros « pour commencer », alors qu'il évaluait l'enveloppe nécessaire entre deux et trois milliards d'euros. Tout en sachant que pour seulement 8 000 allocataires du RSA, il a fallu déboursier près de 40 millions d'euros... Le Haut Commissaire a suggéré que le RSA soit en partie financé par une taxe sur les entreprises qui utilisent leurs profits pour racheter leurs propres actions. « Est-ce qu'il n'y a pas une source de financement supplémentaire quand il y a de très grands profits dans les entreprises, dont une partie sert à racheter leurs propres actions avec très peu d'impôts là-dessus ? », a-t-il demandé sur Canal + le 13 avril dernier. « Ce qu'a proposé M. Hirsch, ce n'est pas une taxe, c'est une contribution

volontaire », a affirmé le 14 avril le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre.

De plus, le grand projet de Martin Hirsch revient de loin. Depuis près d'un mois, en effet, le Haut Commissaire bataille contre le ministère des Finances et les présidents des conseils généraux, qui gèrent le RMI, et pour certains à titre d'expérimentation, le RSA. *Marianne*<sup>1</sup> revient sur le bras de fer entre les fonctionnaires de Bercy et Martin Hirsch, l'un des symboles de la cacophonie au sommet de l'État selon l'hebdomadaire. Ainsi dans les colonnes de *Ouest-France*, Martin Hirsch dénonce-t-il « les tentations de refermer le couvercle sur les allocataires de minima sociaux et les travailleurs pauvres ».

Or, constatant comme François Fillon que les « caisses sont vides », Nicolas Sarkozy a expliqué que « les dépenses sociales sont indispensables pour notre pays mais si le poids des prélèvements obligatoires est tel que les emplois se délocalisent, ça crée des chômeurs en plus et ça fait exploser les dépenses sociales », lors de son déplacement à Cahors, le 8 avril. Il a également indiqué dans le Lot que le

RSA serait « calibré en fonction des disponibilités financières » de l'État.

### En finir avec l'État-Providence

Certains députés, certes enclins à dépenser un peu au titre de l'action sociale, privilégient, eux, la prime pour l'emploi. Mais aucun ne semble dresser le véritable diagnostic de l'inefficacité patente de ce type de mesures.

Tout d'abord, lors de sa création en 1988, le RMI se voulait un revenu d'insertion. Or, il n'a fait que financer une "correction" de la pauvreté, le maintien dans la misère de nos compatriotes les plus nécessiteux, sans oublier, ce qui est congénital au système étatique d'aides sociales, le nombre de fraudes qu'il a suscitées. Pris en charge par les départements depuis les dernières lois de décentralisation, il a pour conséquence une hausse des impôts locaux. Il en est de même avec le RSA. Ce dernier ne proposant souvent que des emplois précaires, dont l'absence de charges sociales est supportée par l'impôt...

Pour mettre en place une véritable solidarité envers les plus

nécessiteux, il faut en premier lieu permettre à chacun de trouver un emploi. Et ce n'est pas possible avec le montant des charges qui touchent les entreprises françaises et aussi lutter contre le mondialisme qui met en concurrence nos compatriotes et des salariés au coût top faible. Mais surtout, il faut rétablir les corps intermédiaires (familles, groupement de métiers, accord au sein des entreprises, etc.) qui permettraient de venir en aide à tous ceux qui en ont besoin, et ne plus confier cette mission à l'État, monstre froid qui gère très mal la question sociale. Il faut donc en finir avec la République.

ARNAUD NAUDIN (AVEC AGENCES)

<sup>1</sup> N°573, du 12 au 18 avril 2008.



En Pologne, en dépit des tergiversations de l'ancien Premier ministre Jaroslaw Kaczynski, la Diète et le Sénat ont finalement voté la loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne les 1<sup>er</sup> et 2 avril. En Autriche, le texte a été approuvé le 9 avril par le Nationalrat, par 151 voix contre 27. En Slovaquie, où le processus était bloqué depuis plusieurs semaines, l'opposition protestant contre un projet de loi sur la presse jugé liberticide, le Parlement a plébiscité la nouvelle "charte constitutionnelle" européenne le 10 avril, par 103 voix contre 5. Prochaine étape pour ce pays : l'intégration de la zone euro, peut-être dès janvier prochain. Les électeurs irlandais, quant à eux, devraient se prononcer le 12 juin. Le risque d'un "vote-sanction" pourrait être tempéré par la démission surprise du Premier ministre Bertie Ahern, soupçonné de corruption, qui était justement pressenti pour devenir... président de l'UE.

RÉFÉRENDUM

Le président de la République a confirmé son intention de retirer de la Constitution française l'obligation de soumettre à un référendum les prochains élargissements européens. On s'inquiétera de voir sauter ce « verrou antiturc » (pour reprendre l'expression de Libération), introduit par Jacques Chirac pour des motifs politiques. On se félicitera, en revanche, de certains commentaires, dont la lucidité résulte, paradoxalement, d'un européisme patenté ; ainsi Jean Quatremer écrit-il sur son blog : « Pourquoi supprimer un tel référendum ? Tout simplement parce que l'ensemble de l'Union européenne et les pays candidats sont devenus les otages du peuple français dont la décision n'obéira pas qu'aux intérêts diplomatiques de la France, mais sera surdéterminée par des considérations de politique intérieure. » À bas la démocratie !

MONDIALISATION

Un rapport sur « la place de l'Europe dans la mondialisation » a été remis le 15 avril au ministre de l'Économie, Christine Lagarde. On y relève – enfin ! – la proposition de doter l'UE « à l'instar des grandes puissances économiques, d'un instrument de surveillance des prises de contrôle extracommunautaires dans les secteurs sensibles ». Ce discours serait peu apprécié à Bruxelles. En revanche, signale Euractiv, il aurait été bien accueilli par les autres pays européens, malgré la méfiance inspirée par l'image protectionniste de la France. Au second semestre, alors qu'elle présidera l'UE, celle-ci pourrait donc encourager une révision en ce sens de la "stratégie de Lisbonne".

G.D.

# Pakistan : un lente normalisation

Le Pakistan n'a toujours pas de gouvernement. Mais il a un Premier ministre, issu du PPP, parti de feu Binazir Bhutto.

**Le climat est moins tendu au Pakistan, qui dispose désormais d'un Premier ministre.**

Ce Premier ministre, Youssef Reza Gilani, (prononcez Guilani) est un ancien ministre et fut un fidèle lieutenant de Binazir Bhutto. Il avait même présidé le parlement pakistanais, puis connu la prison sur l'ordre du général-président Musharraf dont il est devenu Premier ministre.

Les deux hommes, Musharraf et Gilani, entretiennent des rapports corrects que la presse américaine qualifie de "professionnels".

Le nouveau chef de l'exécutif a fait libérer les hauts magistrats emprisonnés ou assignés à résidence par le président. Il a déclaré son intention de lutter, « avec l'accord et l'appui du Parlement », contre le terrorisme islamiste. Ce qui donne satisfaction à Washington. Néanmoins, il n'a pas exclu de « négocier » avec « les islamistes modérés ». Il est vrai que les élections générales ont prouvé que les "islamistes", modérés ou non, ne représentaient pas grand-chose puisqu'ils n'ont obtenu que trois sièges de député. Mais on ignore qui sont exactement ces "islamistes modérés". Les trois députés, ou une partie de ceux qui

se battent contre le pouvoir, autrement dit la guérilla de la zone tribale et les terroristes urbains.

Washington exclut toute négociation avec les "terroristes". Ce qui a amené une personnalité pakistanaise à déclarer : « On négocie avec ceux qui se battent. Si on l'exclut, avec qui faudrait-il prendre langue ? » Cela n'est pas l'une de moindres contradictions de la mission que le Premier ministre s'est fixée.

**Vers un succès américain ?**

Le climat est pourtant moins tendu au Pakistan. Sous l'œil vigilant des Américains qui ont dépêché sur place le numéro Deux du département d'État John Negroponte, véritable cerveau de la di-

plomatie washingtonienne, les relations entre le gouvernement et le nouveau chef des armées, le général Kyani, sont cordiales. Musharraf se tient pour le moment à l'écart des intrigues politiques. Il n'y a pas eu d'attentats sanglants depuis quelques jours. Les émissaires du gouvernement sont actifs dans les régions frontalières avec l'Afghanistan. Avec des valises pleines de dollars, semble-t-il.

Si la nouvelle formule concoctée par Washington fonctionne, ne fût-ce que pour quelques mois, avec un gouvernement, enfin formé, d'apparence démocratique, si un certain apaisement intervient sur le terrain, la diplomatie américaine pourrait se targuer d'un succès. Elle en a bien besoin.

PASCAL NARI

# Turquie : l'hypocrisie européiste

Le président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, vient de passer deux jours à Ankara pour demander au gouvernement turc d'« accélérer les réformes » indispensables afin de réactiver les négociations d'adhésion de ce pays à l'Union européenne, lesquelles sont plutôt au point mort.

Bruxelles réclame « plus de démocratie » en Turquie, des négociations, ou au moins une large libéralisation politique, dans les régions kurdes, une réforme du Code pénal pour sanctionner les « crimes

d'honneur », la protection des minorités... Toutes choses que le pouvoir islamiste "modéré" d'Ankara, soutenu par les milieux économiques locaux et les "grandes intérêts" internationaux ne pourrait, ou ne voudrait, faire sans perdre le soutien d'une large partie de sa majorité.

En revanche, le pouvoir d'Ankara bénéficie du soutien de Bruxelles en ce qui concerne sa nouvelle législation "libérale" sur le port du voile islamique et souhaiterait, toujours avec l'appui de l'Europe, et au nom de la démocratie, amender la Constitution kémaliste

et supprimer le rôle dévolu à l'armée pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire national et... la défense de la laïcité.

Or, une procédure d'interdiction du parti au pouvoir est en cours devant la Cour suprême justement pour sa politique anti-laïque et islamiste et toute tentative de réforme "anti-laïque" de la Constitution pourrait provoquer des réactions non contrôlées de l'Armée et de l'opinion.

Ainsi, suprême hypocrisie, Bruxelles exige des réformes mais en fait dans le sens souhaité par les islamistes !

Tout laisse à penser que les dirigeants actuels d'Ankara, sans illusion sur une issue rapide des négociations d'adhésion, malgré un recul français en la matière qui se dessine, n'ont qu'un seul objectif : faire amender la Constitution dans le sens voulu par les islamistes au nom de la démocratie et avec le soutien de l'"Europe", et faire disparaître l'obstacle constitutionnel à l'islamisation de la société turque.

Faudra-t-il entrer dans ce jeu ? Bruxelles devrait-elle se faire complice des islamistes ?

P.N.

VICTOIRE DU CAVALIERE

La coalition de Silvio Berlusconi, Il popolo della libertà, a remporté haut la main les élections législatives en Italie. Il a promis de s'appuyer sur cette victoire pour fermer les frontières à l'immigration clandestine et lancer une campagne contre l'insécurité. À la bonne heure. Plus inquiétant, usant d'un vocabulaire très manichéen (il parle de lutter contre « l'armée du mal »), il veut ouvrir des camps de triage et "fliquer" plus encore les rues d'Italie.

Le parti séparatiste et populiste de la Ligue du Nord a doublé son score de 2006 : Il passe de 4,6 à plus de 8 %. Les léguistes ont obtenu plus de 3 millions de voix à la Chambre, réalisant une véritable percée dans leur région, la plus industrialisée et la plus riche d'Italie. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, pas un seul communiste n'a été élu, alors que le Parti a lourdement marqué l'histoire politique de la Péninsule après guerre. La Destra néofasciste de Daniela Santanchè, bien qu'elle ait obtenu un million de voix et un score de 3 %, n'a pas de député. L'hyperprésident français a adressé mardi ses « plus vives félicitations » et ses « meilleurs vœux de réussite » au Cavaliere pour sa

victoire, qui est aussi celle du libéral-atlantisme qui les unit.

LA "BOURDE" D'OBAMA

Lors d'un meeting organisé pour lever des fonds à San Francisco, Barack Hussein Obama a parlé en des termes méprisants des habitants de la Pennsylvanie, où doit se jouer une importante primaire contre Hillary Clinton. S'en est suivie une polémique, amplifiée par les médias et les adversaires du guerrier Massai de l'Illinois. Alors que Clinton se trouvait en difficulté il y a peu, la "bourde" d'Obama (Mais était-ce vraiment prévu... ? Cf les articles de P. Gofman dans L'AF 2000 des 17 janvier et 3 avril) a largement contribué à son retour en force. Depuis, Hillary se démène pour convaincre tout un chacun de voter massivement pour elle lors des prochaines primaires en Pennsylvanie.

L'IRAK SERA SADRISTE OU NE SERA PAS

Originellement destinée à résister à l'occupation américaine, l'Armée du Mahdi de l'imam chiite Moktada Sadr, aujourd'hui la plus puissante milice d'Irak, est devenue la principale organisation humanitaire du pays, selon les observateurs de

l'ONG Refugees International. L'Armée du Mahdi et les autres milices, chiites comme sunnites, étendent leur influence à toute la société en subvenant aux besoins des victimes de guerre. Par ce système politico-militaire, comparable à celui du Hezbollah, le mouvement sadriste s'est imposé à la population chiite. À l'approche des élections régionales d'octobre, cela inquiète profondément les Américains et leurs vassaux indigènes : le mouvement sadriste sera candidat pour la première fois aux régionales, auxquelles il devrait réaliser un score décisif au détriment de son principal rival chiite, le Conseil suprême islamique en Irak (CSII), qui soutient le gouvernement Maliki. On peut s'attendre à voir écarter l'Armée du Mahdi de Sadr s'il ne la dis-sout pas.

LE SOLEIL SE COUCHE SUR LE NÉPAL

Le parti communiste népalais maoïste a remporté les élections pour former une constituante dans la seule monarchie hindouiste existant à ce jour, et désormais menacée de disparaître. Le roi Gyanendra a organisé ces élections pour mettre fin à la crise politique et aux violences qui ensanglantent le joyau de l'Himalaya depuis 1996, date à

laquelle il avait mis fin à l'ordre constitutionnel. En effet, afin de leur barrer la route, le roi a dissout l'assemblée parlementaire et, dès lors, les maoïstes ont pris les armes et lancé une véritable guérilla, selon un schéma terroriste qui a coûté la vie à 13 000 Népalais et conduit des centaines de milliers d'autres à fuir leur patrie.

ATTENTAT OU ACCIDENT EN IRAN ?

Une explosion a eu lieu en Iran, dans la ville de Shiraz. Dans un premier temps, les autorités ont cru à un attentat, avant de se raviser et de déclarer qu'il s'agissait de munitions entreposées dans des vitrines pour une exposition sur la guerre Iran-Irak. Le fait en lui-même est sans intérêt véritable. Alors que meurent des centaines d'Irakiens chaque jour, sans que cela n'occupe plus personne, pourquoi tant d'insistance de la part des médias occidentaux ? Là est la question.

ÉLECTIONS EN SERBIE

Selon un décret publié par le gouvernement lundi, la Serbie compte organiser des élections locales le 11 mai au Kosovo, dont elle refuse de reconnaître l'indépen-



# La République brade la défense de la France

Sacré Hervé Morin ! L'actuel ministre de la Défense va-t-il rester dans les annales comme celui qui n'aura fait que réduire les effectifs de nos

**Fermeture de casernes, redéploiement des unités, restriction drastique des moyens, retour au sein du commandement intégré de l'OTAN, abandon d'une politique de défense axée sur l'intérêt national, mise en place d'une action de supplétif au service des États-Unis, Nicolas Sarkozy brade l'un des pouvoirs régaliens les plus précieux pour notre pays, celui qui permet d'assurer notre indépendance...**

est le plus important – a décidé de transformer complètement nos armées. Oh certes, il ne le fait pas de sa propre initiative, le chef des armées étant le président de la République. Dernière lubie du ministre : la Défense « n'a pas vocation à faire de l'aménagement du territoire », et ce pour justifier le départ ou la fermeture d'unités dans cinquante-trois communes.

Ensuite, comme nous en informe le blog *Secret Défense*, le choix des unités réformées, le regroupement d'unités, ou la restriction de dépenses quant à certains matériels, le nouveau visage de la défense que dessine la nouvelle politique mise en place par Hervé Morin et Nicolas Sarkozy est celui d'une force aux moyens très réduits et qui ne pourra agir que comme un supplétif de

des « mesures de transparence » au niveau international. » À ceux qui connaissent un peu l'histoire, cela ne rappelle-t-il pas l'époque du « désarmement unilatéral » de catastrophique mémoire ? Sarkozy souhaite en outre « l'ouverture de négociations internationales pour un traité d'interdiction des missiles sol-sol à courte et moyenne portée ». Cette dernière proposition vise no-

Faut-il donc s'étonner que des puissances « amies » comme le Maroc préfèrent faire appel à Boeing ? Notre ministre serait-il au service des États-Unis ?

## Logique de résignation

S'il ne s'agit pas de tomber dans l'idolâtrie gaulliste, force est de constater que l'homme du 18 juin essayait de sauver l'apparence quant à l'indépendance de la France vis-à-vis des blocs. Attention, l'on parle bien d'apparence. La France, en mars 1966, n'a pas en effet quitté l'OTAN mais son commandement intégré. De Gaulle souhaitait sans doute être vraiment indépendant des États-Unis sur le plan militaire. Cette indépendance devait concerner en particulier les forces de frappe nucléaire dans le cadre de la tactique de la dissuasion du faible au fort. Le général De Gaulle se méfiait beaucoup de l'atlantisme qu'ils soupçonnaient à juste titre d'être une forme de domination américaine. Mais dans le cadre d'un conflit majeur contre le Pacte de Varsovie, la République française serait restée un allié fidèle et maintenait donc régulièrement des exercices militaires coordonnés. De plus, plusieurs conflits ont été le prétexte du retour de nos forces armées dans le giron de l'Oncle Sam : Guerre du Golfe en 1990, intervention en Bosnie et plus en encore au Kosovo en 1999, envoi de soldats français en Afghanistan en 2001.

Mais surtout la politique de Jacques Chirac participe plus activement dès 1996, en autorisant un représentant français au comité militaire. Politique accélérée lorsque Nicolas Sarkozy annonce le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. De même, la France a rejoint l'assemblée parlementaire de l'OTAN. Appelée à son origine Assemblée de l'Atlantique Nord, c'est une organisation qui, depuis 1955, permet aux parlements des pays membres de se rencontrer afin de débattre de problèmes de sécurité d'intérêt commun (une sorte de parlement supranational ?). Elle regroupe aujourd'hui des parlementaires des 26 pays membres de l'Alliance atlantique ainsi que de 13 pays associés. À noter que le président de l'Assemblée, de novembre 2004 à 2006, a été Pierre Lellouche, député UMP de Paris, l'un des plus va-t-en-guerre lors de l'invasion de l'Irak en 2003 et proche de Nicolas Sarkozy. Sans oublier que l'un des cinq principaux contributeurs de l'OTAN est la France, à hauteur de 6,40 %, soit 110 millions d'euros (chiffres pour 2004).

Cette nouvelle politique est une politique de résignation, celle qui fait de la France une puissance moyenne qui doit tant bien que mal trouver sa place au sein des « caniches » serviles des États-Unis, comme le Royaume-Uni ou l'Italie. Une politique qui a fait dire à Nicolas Sarkozy une monstruosité comme, le 3 avril dernier lors du sommet de l'OTAN à



Le SNLE Téméraire  
La Marine assure l'essentiel de la dissuasion nucléaire française

forces armées ? Il confirme, en effet, dans un entretien au quotidien *La Tribune* daté du 15 avril, l'objectif de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite sur une période de six à sept ans au sein de son ministère, ce qui représente entre 36 000 et 42 000 suppressions d'emplois environ dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). « Quand j'évoque 6 000 personnes civils et militaires par an sur une période de six à sept ans, ce n'est que l'application du non-remplacement d'un départ sur deux partant à la retraite qui s'appliquera à tous les ministères », explique-t-il.

Montrant que les vrais dirigeants sont les fonctionnaires de Bercy plaquant une vision uniformisatrice sur les différentes actions du gouvernement, par fidélité aux critères économiques imposés par l'Union européenne, les technocrates sont peu enclins à penser que certaines dépenses sont plus que nécessaires (en l'occurrence celles concernant la défense), mais ne comprennent pas que l'État n'a pas à se mêler de domaines où son intervention s'avère néfaste, comme la question sociale (lire à ce sujet l'article consacré au RSA en page 5).

## Pathétique vision comptable

Hervé Morin, qui semble laisser complètement indifférents nos compatriotes – dans un sondage paru dans le quotidien *Métro* (1), il est l'un des ministres pour lesquels le pourcentage de gens ne se prononçant pas sur leur action

Quid alors du lien armée-nation ? Un lien tout d'abord économique. Dans *Marianne* (2), on apprend que le départ des 1 080 militaires du 3<sup>e</sup> régiment du génie de Charleville-Mézières vers Metz « priverait l'agglomération [ardennaise] de 30 millions d'euros de retombées économiques. Les mutations de 480 familles et de leurs 700 enfants entraîneraient moult fermetures de classes. » Alors que la « situation économique est désastreuse. La quasi-totalité du département vient d'être classée en zone franche. » À tel point que les habitants se demandent si « l'État ne gère pas ses services comme une multinationale ». « Catastrophique », selon eux...

Au-delà d'une pathétique vision comptable qui oppose les militaires à ceux qu'ils nomment les « ayatollahs » de la RGPP – comme le rappelle l'excellent blog *Secret Défense* (3) – et le souhait d'Hervé Morin de s'inspirer du modèle américain pour créer 90 bases (toutes armes confondues), se pose, en effet, la question des rapports entre les Français et les forces armées. Avoir une présence militaire éparpillée équitablement, maintenir de ce fait la mémoire des régiments prestigieux – à commencer par les héritiers des régiments royaux –, se servir de la proximité entre les soldats et la population pour que les premiers voient réellement pour qui et pour quoi ils se battent, tout cela est nécessaire pour que les Français continuent à aimer leur armée. Certes, l'enseignement des valeurs patriotiques doit être fait des familles, de l'école, etc. Mais quelques signes tangibles peuvent aider à leur diffusion.

l'OTAN. Ou tout au moins réduit fortement nos capacités de protection et de riposte. Ainsi, lors de sa visite à Cherbourg le 21 mars dernier, Nicolas Sarkozy « a annoncé la réduction d'un tiers des forces aériennes stratégiques (FAS) - de 60 à 40 avions - qui ne sera pas sans conséquence sur les DAMS, les Dépôts ateliers de munitions spéciales. Dans ces lieux très protégés, sont stockées et assemblées les armes nucléaires, montées ensuite sur les missiles air-sol moyenne portée (ASMP) de l'armée de l'air et de la marine ». Face à un monde multipolaire de plus en plus non contrôlable et non prévisible, est-il impératif de réduire nos capacités de dissuasion que procure l'armé nucléaire ?

## Inféodés aux États-Unis

Dans le même esprit, que dire du président de la République qui plaide « pour la relance du désarmement nucléaire, estimant que la France était « exemplaire » à cet égard. Il [a rappelé] que la France a été le premier pays à ratifier le traité d'interdiction des essais, démanteler son site d'essais dans le Pacifique, réduire ses forces en fermant le plateau d'Albion. Le chef de l'État demandera que les États qui n'ont pas encore ratifié le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), comme les États-Unis et la Chine, le fassent. Il plaidera également pour le démantèlement de tous les sites d'essais (la France étant le seul pays à l'avoir fait) et pour

tamment à combattre « la prolifération ». Selon l'Élysée, « nous avons bien sûr l'Iran à l'esprit ». La lutte contre la prolifération de ce type d'armes semble revenir sur la politique dressée par De Gaulle qui voyait en l'arme nucléaire un élément indispensable d'une part de notre indépendance vis-à-vis des deux grands blocs de la Guerre froide et de l'affirmation de la France comme puissance qui compte, ce que pressent Maurras dans *Notre bel aujourd'hui*.

Ensuite, qui dit plus particulièrement réduction du nombre de bases de l'armée de l'air, dit nouvelle structure pour défendre notre espace aérien, notamment contre une éventuelle menace aérienne. Or qui va prendre cela en charge ? L'Espagne ou l'Italie pour la Méditerranée, Le Royaume-Uni ou le Danemark pour la Mer du Nord, etc. ? À moins que, appliquant à la lettre le Traité de Lisbonne qu'il a tant souhaité, Nicolas Sarkozy ne veuille inféoder notre défense nationale à la seule armée « européenne » qui compte : l'OTAN...

De plus, comment demander désormais à l'armée de défendre l'intégrité nationale lorsque les missions qui sont demandées aux militaires sont celles « d'être des soldats de la paix » (sic), de prendre part à des conflits qui ne concernent en rien l'intérêt national, et ne font que renforcer l'emprise idéologique tant de l'Union européenne que des États-Unis sur la diplomatie française ? Que penser alors des déclarations intempestives d'Hervé Morin sur le Rafale (avion conçu par un ami de Nicolas Sarkozy), présentant ce dernier comme non rentable ?



►► Bucarest, : « **C'est la thèse que je défends depuis longtemps : plus on est amis avec les Américains, plus on est indépendants** », ou : « **Plus la France prend sa part dans l'OTAN, plus l'OTAN s'euro-péanise** » (4). Une telle logique était celle de ceux qui considérait l'Allemagne comme la plus forte en 1940...

Par ailleurs, ce débat sur l'OTAN nous a permis de voir à nouveau la pitoyable mascarade républicaine. Que penser, en effet, de ces parlementaires socialistes qui s'offusquent surtout que Nicolas Sarkozy ait annoncé au parlement britannique l'envoi supplémentaire de troupes françaises en Afghanistan ? Reconnaissons au chef de l'État le mérite de montrer que le parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement de son bon vouloir... Quant à la censure du gouvernement demandée par le parti socialiste, remercions le Premier ministre – pour un seul point, entendons-nous bien – d'avoir rappelé aux socialistes que le locataire de Matignon de l'époque, Lionel Jospin, avait accepté d'intervenir en Afghanistan pour les mêmes motifs que l'OTAN. Et n'oublions pas le bombardement de la Serbie en 1999. Et puis, ayons une pensée pour François Bayrou, grand opposant à Nicolas Sarkozy, qui comptait parmi ses proches, du moins jusqu'au second tour de l'élection présidentielle, le très atlantiste Hervé Morin...

### Retrouver Bainville

Qui dit nouvelle politique militaire dit nouvelle politique étrangère. Que va devenir, en effet, le siège permanent de la France au conseil de sécurité des Nations unies ? Une suppression de ce siège ? Ou sera-t-il désormais confié au Haut représentant de l'Union européenne chargé des questions diplomatiques ? Là encore, derrière les affres de la politique politicienne se joue un aspect essentiel de notre indépendance nationale. Ayant choisi Bernard Kouchner, qui a la double

tare d'avoir soutenu l'invasion de l'Irak en 2003 et d'avoir mis en place l'indépendance de fait du Kosovo suite à l'intervention de l'OTAN en 1999, comme ministre des Affaires étrangères, préparait bien le terrain. Et si c'est le président de la République qui a le dernier mot sur ces questions, un choix de ministre détermine quelle ligne le chef de l'État veut suivre. Et ce n'est pas propre à Nicolas Sarkozy. Entre l'action européiste de François Mitterrand ou Valéry Giscard d'Estaing et les inclinations tiers-mondistes de Jacques Chirac, la diplomatie française a été enchaînée par les présupposés idéologiques, à rebours de l'intérêt national seul. Félicitons Hubert Védrine de revenir à une vision plus juste de l'action diplomatique. Et ce ne n'est pas la première fois que la France est confrontée à une telle évolution de sa diplomatie et de l'utilisation de sa puissance militaire. Les fêrus d'Histoire, et tous ceux qui savent que c'est cette dernière qui permet de faire une bonne politique, se rappellent déjà la lutte de Philippe le Bel contre la Papauté, pour affirmer avec force que le roi est empereur en son royaume. De même, qu'auraient dû faire François 1<sup>er</sup> s'alliant avec les Turcs, ou Richelieu, soutenant

bloc communiste. Mais surtout, la République, dès ses premières années, a dévoyé et notre diplomatie et notre armée. De la guerre des soldats de l'an II pour apporter le "bonheur" révolutionnaire aux autres peuples - alors que les autres princes n'étaient pas trop mécontents de voir la France affaiblie par une révolution – à celle de Napoléon, fidèle à ses idéaux jacobins, le nouveau régime a distillé le poison de l'idéologie dans les conflits. Préparation des logiques de blocs et de destructions massives qui ont marqué plus particulièrement le siècle précédent et l'actuel.

S'il est impératif de retrouver Bainville, de se servir de son œuvre pour comprendre quels sont les vrais enjeux de la diplomatie donc de la politique militaire, espérons ne pas avoir à rédiger une nouvelle version des *Conséquences politiques de la paix* et surtout à subir le même type de conséquences néfastes que ce maître-livre dresse.

Décidément, pour le bien de la France et des Français, il est temps de mettre fin à ce régime. Seule solution pour désidéologiser nos armées et notre diplomatie.

ARNAUD NAUDIN



Que faut-il penser des déclarations intempestives d'Hervé Morin, présentant le Rafale comme non rentable ?

les princes protestants allemands, et ce toujours au nom de l'intérêt national ? Réduire la France à un vassal du Saint Empire, au nom d'une catholicité supranationale ? Plus récemment, aller contre l'aspect le moins détestable du gaullisme, celui de refuser d'être un supplétif des États-Unis contre le

- (1) Métro, n°1360 du 14 avril 2008
- (2) Marianne, n°573 du 12 au 18 avril.
- (3) <http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/> Ce site est une mine d'informations qui ont été fort utiles pour la rédaction de cet article. Notamment la plupart des éléments cités, sauf mentions particulières.
- (4) Le Parisien, 4 avril 2008.

## Le phénomène ligueur sous la III<sup>e</sup> République

### Colloque tenu à Metz les 11 et 12 mars 2008

Un colloque consacré aux ligues d'avant-guerre se devait de parler de l'Action française. L'organisateur le professeur Dard, nota dans sa communication que, dans le mouvement, le journal « **était considéré comme le vecteur privilégié** ». Venait ensuite l'Institut d'Action française, la Nouvelle librairie nationale et, enfin seulement, la Ligue. Acaparé par le journal, Maurras s'est peu intéressé à la ligue.

Bâtie comme un contre-modèle de la Ligue de la patrie française, la Ligue d'Action française œuvrait à la formation des militants, d'où la nécessité de constituer des bibliothèques et d'organiser des conférences. Les ligueurs, en particulier les Camelots du roi, étaient au ser-

vice du journal. Un tiers des ligueurs disparurent lors de la Première Guerre mondiale, ce qui explique sans doute, avec la condamnation de 1926, la sclérose constatée après 1930. Cependant, Gilles Morin notait qu'en 1935, bien qu'elle ait été dépassée numériquement par les Croix de feu, la Ligue était encore présente dans soixante départements, principalement dans le nord, l'est, le sud-est et le grand ouest. Dans ces régions, on trouvait des sections de 50 à 500 adhérents, alors qu'ailleurs elles allaient de dix à vingt.

Après la dissolution de la Ligue en 1936, on assista à la création de cercles ou de sociétés savantes, véritables moyens de camouflage. En fait, la dissolution ne semble

pas avoir eu beaucoup d'influence car, comme le disait le marquis de la Ferronays, « **on a pu dissoudre la ligue, on n'a pas dissout les cœurs fidèles à la famille de France** ».

M<sup>lle</sup> Jemesse, consacra son exposé à l'organisation d'une section d'AF à Poitiers. Celle-ci se décomposait en quatre groupes : les dames et jeunes filles royalistes, les Camelots du roi, les commissaires d'Action française, les collégiens et les lycéens. En 1926, les militants étaient au nombre de 200. Une personnalité dominait : celle du marquis de Roux, avocat du mouvement et écrivain.

YVES LENORMAND  
Notes de V. Gallière

## Avantages de la monarchie

**Les Grecs et les Romains n'ont pas cessé de débattre du meilleur régime. Tous les penseurs politiques se sont penchés sur les pages d'Hérodote (Enquête III, 80-83) où le Perse Otanès soutient que le meilleur des régimes est la démocratie ; son collègue Mégabyze tient pour l'oligarchie, et Darius, qui l'emportera et deviendra roi, défend le régime monarchique. Le débat entre Agrippa et Mécène, en présence d'Octave Auguste, présenté par Dion Cassius, est moins connu. Quel régime instituer après la victoire définitive d'Octave ? Agrippa, le grand homme de guerre dont Auguste fera son gendre, préconise une restauration de la république romaine ; Mécène, descendant des rois étrusques comme le rappelle le poète Horace, est d'un avis différent. Voici ce qu'il dit à Octave :**

« Je suis donc d'avis que, sans t'arrêter à des mots spécieux, tu ne te laisses pas abuser, mais qu'au contraire, considérant les résultats, tu mettes

un terme à l'audace de la multitude et te réserves à toi-même et aux autres citoyens d'élite l'administration des affaires, afin d'avoir, au Sénat les hommes les plus sensés ; dans les charges, les hommes les plus capables de commander les armées ; dans les armées et parmi les mercenaires, les hommes les plus vigoureux et les plus pauvres. De cette façon, chacun accomplissant avec zèle les fonctions qui lui incombent et rendant de bon gré les services qu'il attend des autres, ne s'apercevra pas de son infériorité dans les choses qui lui font défaut, et conquerra la vraie république, la sûre liberté. Car cette liberté de la foule est le pire esclavage pour les honnêtes gens, et amène la perte commune des deux partis ; tandis que l'autre liberté, accordant partout la préférence au parti le plus sage, et donnant à tous équitablement selon leur mérite, fait pareillement le bonheur de tous ceux qui suivent son régime. »

Dion Cassius  
Livre LII

Fils d'un sénateur qui occupa de hautes fonctions, Dion Cassius Cocceius, ou Cocceianus (v. 155-ap. 235), fut lui-même sénateur, édile, gouverneur de diverses provinces et deux fois consul. Son histoire générale de Rome, depuis les temps primitifs jusqu'au règne d'Alexandre Sévère, se composait de LXXX livres dont une bonne partie est perdue. Relevons dans le texte quelques expressions significatives :

« **Sans t'arrêter à des mots spécieux** » La liberté qu'Agrippa avait prônée n'est qu'un mirage flatteur car le peuple ne gouverne jamais : il ne peut que se donner des maîtres indignes de diriger un État et qui subvertissent l'ordre naturel des sociétés. Relevons de fortes expressions comme « **conquerra la vraie république, la sûre liberté** » ou « **l'autre liberté** », merveilleuse formule contre-révolutionnaire :

la véritable liberté n'est pas démocratique, un écrivain du III<sup>e</sup> siècle nous l'affirme. Chacun à sa place dans un État harmonieusement hiérarchisé, nous dit l'historien romain de langue grecque. La subversion démocratique entraîne le malheur de tous : la liberté de la foule se révèle « **le pire esclavage pour les honnêtes gens, et amène la perte commune des deux partis** » car la ruine des élites, qui réjouit la masse, précède ses propres malheurs.

L'histoire, de l'Antiquité à l'époque contemporaine en passant par le Moyen Âge et les Temps modernes, n'a cessé de confirmer les jugements portés par les auteurs les plus anciens. Nous avons pour nous l'expérience des siècles ; nos adversaires ne s'appuient que sur les rêves de l'utopie. Et l'histoire a prouvé que ces derniers ne sont que de sanglants cauchemars.

GÉRARD BAUDIN



Auguste César Agrippa lui vante les mérites de la monarchie...

REVUE  
DES REVUES

L'ARCHÉOLOGUE – ARCHÉOLOGIE NOUVELLE, n°94, février-mars 2008 – Ce numéro présente, pour commencer, un dossier passionnant sur « la découverte des Celtes » à partir de celle du site de la Tène, sur le lac de Neufchâtel, dont la richesse et les spécificités firent qu'il est devenu le « site éponyme » du Second Âge de Fer, après avoir été, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, un haut lieu de pêche à antiquités... Il aura fallu pour qu'il servît à caractériser cette période que fût levé l'« obstacle épistémologique », eût dit Gaston Bachelard, d'une approche par trop ethnique. Il est en effet écrit ce qui suit au sujet de Ferdinand Keller, président de la Société des antiquaires de Zurich, qui en fit le premier inventaire : « Estimant que les longues épées en fer de la Tène ne sont assurément pas "celtiques", F. Keller penche pour une attribution romaine ou "helvétique", sans écarter la piste des invasions germaniques, entre l'Antiquité tardive et le haut Moyen Âge. Mais à vrai dire [...] F. Keller n'est guère intéressé par les distinctions temporelles. Qu'ils soient de fer, de bronze ou de pierre, les matériaux lacustres doivent être appréhendés non en fonction de leur datation probable, mais en fonction de leur nationalité. Or, pour lui, la caractérisation ethnique des trouvailles littérales ne fait aucun doute : il s'agit des vestiges des ancêtres de la Confédération moderne, dont le mode d'habitat amphibie démontre la spécificité culturelle. »

Autre contenu intéressant : quelques extraits consacrés aux mégalithes bretons du comte Anne-Claude Philippe de Caylus (1692-1765), tenu pour l'un des fondateurs de l'archéologie, qui avait le bon goût de remettre après étude au cabinet du roi tous les objets. Comme le signale la notice : « Dans une époque où ces monuments suscitent peu d'intérêt et sont complètement incompris, il a la certitude que ces édifices ne peuvent être romains bien que ce soit l'idée la plus acceptée, et l'intuition géniale qu'ils n'ont rien à voir avec les Gaulois, mais datent d'une période antérieure, construits par un peuple inconnu venant de la mer. Beaucoup d'antiquaires qui lui succéderont n'auront pas ce raisonnement ; dolmens et menhirs seront associés à nos ancêtres les Gaulois. » Ce comte n'était pas sans témoigner en effet de l'esprit critique propre à son siècle. Voici ce qu'il écrit à propos d'un site appelé Roche aux Fées : « Il y a longtemps que les hommes sont dans l'habitude d'attribuer aux géants, aux fées et aux divinités, en un mot à des êtres surnaturels, les ouvrages qui leur paraissent au-dessus de leur force et de leur pouvoir ; ceux du genre de celui-ci, méritent une pareille dénomination. »

FRANCIS VENANT

# Qu'est devenu Monsieur de La Pérouse ?

« **A**t-on des nouvelles de Monsieur de La Pérouse ? » Ultime interrogation de Louis XVI en montant à l'échafaud... La re-

**Une exposition remarquable au musée de la Marine**

marquable exposition consacrée au "Mystère La Pérouse" au musée de la Marine corrige l'image souvent injuste attachée à la personne du Roi. Présenté sous l'aspect d'un homme gauche, indécis et falot plus serrurier que monarque, la démonstration est faite ici des audaces d'un roi cultivé, ami des arts et des sciences. Un roi géographe qui use de sa marine, la Royale, comme d'un sextant ou d'un astrolabe aidant à découvrir le monde.

L'Astrolabe et La Boussole, les noms des deux navires de l'expédition Lapérouse... orthographe privilégiée par les organisateurs de l'exposition, nous lui préférons celle autorisée et plus communément admise de La Pérouse.

L'essentiel n'est pas là. Il réside dans le parcours jalonné avec intelligence du voyage sans retour du grand navigateur. Il s'ouvre de manière saisissante sur la reconstitution en images virtuelles du naufrage des deux frégates. Les flots déchaînés, les vagues mugissantes, déferlantes

broyant les carènes, abattant les mâts, rompant les coques.

Ayant assisté à l'épilogue, nous remontons le temps jusqu'à la conception de l'entreprise. On

avant qu'ils prennent les commandements de La Boussole et de L'Astrolabe.

Les amarres sont larguées. Les frégates sont portées par les



nous montre les manuscrits retraçant les instructions illustrées de cartes. Ce sont des exemplaires ayant appartenu au Roi et annotés par lui.

Sont jointes des lettres de la main de La Pérouse mais aussi de Floriot de Langle, de Claret de Fleurieu et de l'Ardéchois, l'ingénieur Monneron.

## Interrogation lancinante

Un tableau, peint par Nicolas Monsiau sous la Restauration, fait revivre les prémices de l'aventure. Il montre Louis XVI faisant ses ultimes recommandations à La Pérouse et Fleuriot de Langle

flots. De Brest en Californie, elles franchissent le cap Horn, relâchent à Macao, rallient les Philippines puis le Kamchatka avant d'arriver en Australie. Les scientifiques embarqués multiplient observations et annotations. Ils les font parvenir en France. Le voyage est émaillé de tragédies. Celle du Port des Français (aujourd'hui Lituya Bay en Alaska) où vingt et un marins se noient lors d'une reconnaissance des approches de la baie.

En 1806 Louis-Philippe Crépin réalisera un tableau très parlant évoquant le naufrage des chaloupes.

Autre tragédie que celle vécue aux îles Samoa. Le choc entre

des vivres et des perles de verroterie se conclut sur un massacre mal expliqué. Fleuriot de Langle, le naturaliste Lamanon et dix marins sont tués. « La mort de Langle qui avait la confiance et l'amitié de son équipage, mit tout le monde au désespoir. » Il n'y eut pas de représailles.

Tout au long de l'exposition, des objets retrouvés sur les lieux du naufrage illustrent la vie à bord. Assiettes bleu de Chine en provenance de Macao, astrolabe, instruments de chirurgie... On relèvera une exceptionnelle pierre d'autel sur laquelle était célébrée la messe à bord de La Boussole.

Le point d'orgue est offert par une lettre, la dernière, de la main de La Pérouse datée du 17 février 1788 et adressée à un ami : « Tu me prendras à mon retour pour un vieillard de 100 ans. Je n'ai plus ni cheveux ni dents... »

Jusqu'en juin une nouvelle mission de fouilles de l'association Salomon à laquelle participe la Marine nationale s'efforcera de répondre à l'interrogation lancinante depuis plus de deux siècles. Celle de Louis XVI montant à l'échafaud : « **A-t-on des nouvelles de Monsieur de La Pérouse ?** »

LUC BEYER DE RYKE

\* Exposition Lapérouse, 17 place du Trocadéro, palais de Chaillot. Tous les jours de 10 heures à 18 heures jusqu'au 20 octobre. Fermé le mardi, ouvert le 1<sup>er</sup> mai. Fermeture des caisses à 17 h 15.

# Pie XII : le pape diffamé

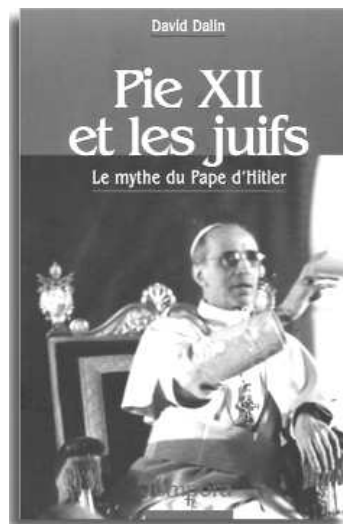
Dans la préface qu'il a donnée au livre du rabbin David Dalin, *Pie XII et les juifs*<sup>1</sup>, le père Pierre Blet, grand spécialiste des relations judéo-chrétiennes durant la guerre, écrit

**Le livre du rabbin Dalin pourrait faciliter la béatification de Pie XII, scandaleusement bloquée par les révisionnistes sionistes.**

que cet ouvrage est la réplique de celui de Cornwell qui avait osé qualifier Pie XII de « pape d'Hitler » alors que, si les gouvernements alliés se désintéressèrent totalement du sort des juifs pendant la guerre, le pape, au contraire, fit tout ce qui était possible pour les aider et pour les sauver.

Il est significatif que la première initiative du Saint-Siège, Pie XI régnant, vis-à-vis du nouveau chancelier Hitler, le 4 avril 1933, fût pour protester en faveur des juifs par l'intermédiaire du nonce à Berlin, Mgr Orsenigo. Le cardi-

nal Pacelli – futur Pie XII – qui rédigea avec le père Bea la fameuse encyclique *Mit Brennender Sorge* ne se contenta pas de paroles, il agit. C'est ainsi que, grâce à lui, devenu pape, 800 000 juifs purent être sauvés durant la Seconde Guerre mondiale, dont 170 000 en Hongrie. C'est pour-



quoi aucun pape n'a été plus loué que Pie XII pour ce qu'il a fait en faveur des Israélites. Golda Meir, Moshe Sheratt, tous deux anciens Premiers ministres, et Albert Einstein, entre autres, lui exprimèrent publiquement leur reconnaissance et, pour lui montrer en

quelle estime il le tenait, l'État d'Israël envoya son grand orchestre philharmonique jouer spécialement pour lui au Vatican.

## Action acharnée du Vatican

Une étude attentive des *Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale* publiés sous la direction du père Blet ne laisse aucun doute sur l'action intelligente et acharnée menée par la diplomatie vaticane durant la guerre. La polémique est née en 1963 à Berlin avec la pièce d'Hochuth, *Le Vicaire*. Il était un écrivain allemand de gauche, ancien nazi et ami du révisionniste bien connu David Irving, dont il s'est fait l'apologiste, ce qui ne semble pas du tout gêner la gauche. Il faut dire qu'en fabriquant cette pièce, ses commanditaires voulaient faire oublier les crimes du communisme. Aujourd'hui, « les catholiques progressistes utilisent purement et simplement la Shoah comme une énorme matraque contre les catholiques plus traditionnels, en cognant sur la papauté pour, ainsi, mettre en pièces l'enseignement catholique traditionnel », comme la sexualité, le rôle

des femmes dans l'Église ou l'avortement qui est une autre forme de « solution finale ».

Comme le dit le rabbin Dalin, nier l'action de Pie XII, « c'est s'engager dans une forme subtile mais très réelle, de négation de la Shoah elle-même ». On peut donc s'étonner que les « vigilants de la pensée », si chatouilleux par ailleurs, ne s'en émeuvent pas.

On regrettera seulement que David Dalin juge trop sommairement Amin al Hussein, le grand mufti de Jérusalem. Celui-ci se réfugia effectivement à Berlin durant la guerre et se mit au service d'Hitler. Mais si le grand mufti choisit le camp de l'Axe, ce fut par hostilité envers les sionistes et les Anglais qui travaillaient à chasser les Arabes de Palestine. Il est bien connu que les ennemis de nos ennemis sont par la force des choses des amis. C'est tout.

Cela mis à part, le livre du rabbin Dalin est excellent. Souhaitons qu'il facilite la béatification de Pie XII, scandaleusement bloquée par les révisionnistes sionistes.

YVES LENORMAND

<sup>1</sup> David Dalin : *Pie XII et les juifs – Le mythe du pape d'Hitler*. Éd. Tempora, 235 pages, 19,90 euros.

# Lumières sur un homme de l'ombre

Lorsque, en août 1999, Boris Eltsine, premier président de la Fédération de Russie, président alors déclinant, arrivait au terme de son second mandat, désigne au poste de Premier ministre un jeune – il a 48 ans – et obscur apparatchik du nom de Vladimir Poutine, personne n'imagine

**Un obscur apparatchik au service d'une grande idée.**

qu'en 2007, le magazine américain *Time* fera de lui l'homme de l'année, et que vient de surgir, en même temps que le véritable liquidateur du soviétisme, un de ceux dont le rôle transformera le plus profondément la scène internationale.

Apparatchik, Vladimir Vladimirovitch l'est certainement. Au sein de la caste des hommes de pouvoir, les "siloviki" (en russe, le mot *sila* signifie la force), cette espèce d'aristocratie politico-militaire qui fait fantasmer les libéraux d'Occident, le guébiiste Poutine, à la carrière impeccable, ne se distingue en rien. Il semble avoir été trop jeune pour exercer quelque influence lorsque, quinze ans plus tôt, sous Gorbatchev, les "siloviki", avec le KGB qui a abandonné son rôle de gardien de l'idéologie marxiste-léniniste, se préoccupent, en liquidant une URSS à bout de souffle, de faire passer leur pays des formes extérieures de la grandeur à la réalité de la puissance internationale. Se considérant comme « la seule force morale capable d'endiguer la corruption qui avait gagné l'ensemble des dirigeants soviétiques », ils se voient, logiquement, seuls capables aussi de faire revenir la Russie à sa mission historique et seront, de fait, la seule et unique structure à surmonter, sans altération, l'écroulement du monde soviétique.

Écartés sous Eltsine, le KGB étant devenu entre temps le FSB, capables de faire le gros dos en attendant que coulent les phases transitoires de ce passage d'un monde à l'autre, les "siloviki" attendent patiemment de prendre en main les destinées du pays. Qui saura jamais avec précision comment, en organisant l'échec des premiers ministres libéraux qu'après sa seconde élection Eltsine tente de mettre en selle, ils arrivent à imposer le nécessaire recours à un homme à eux ? Et quelles raisons ont-elles, au sein de l'appareil, fait choisir celui-ci plutôt que celui-là ? L'important n'est pas là. Il est en ce que le jeu démocratique, dont procède l'apparente personnalisation du pouvoir, obsession et obnubilation de l'Occident, n'est que la mise en scène d'une volonté identitaire et nationaliste dans laquelle la Russie retrouve ses voies et les Russes leur unité et leur espérance. Cependant, peu charismatique au départ, l'homme a pris une telle ampleur, semble avoir imposé une marque si person-

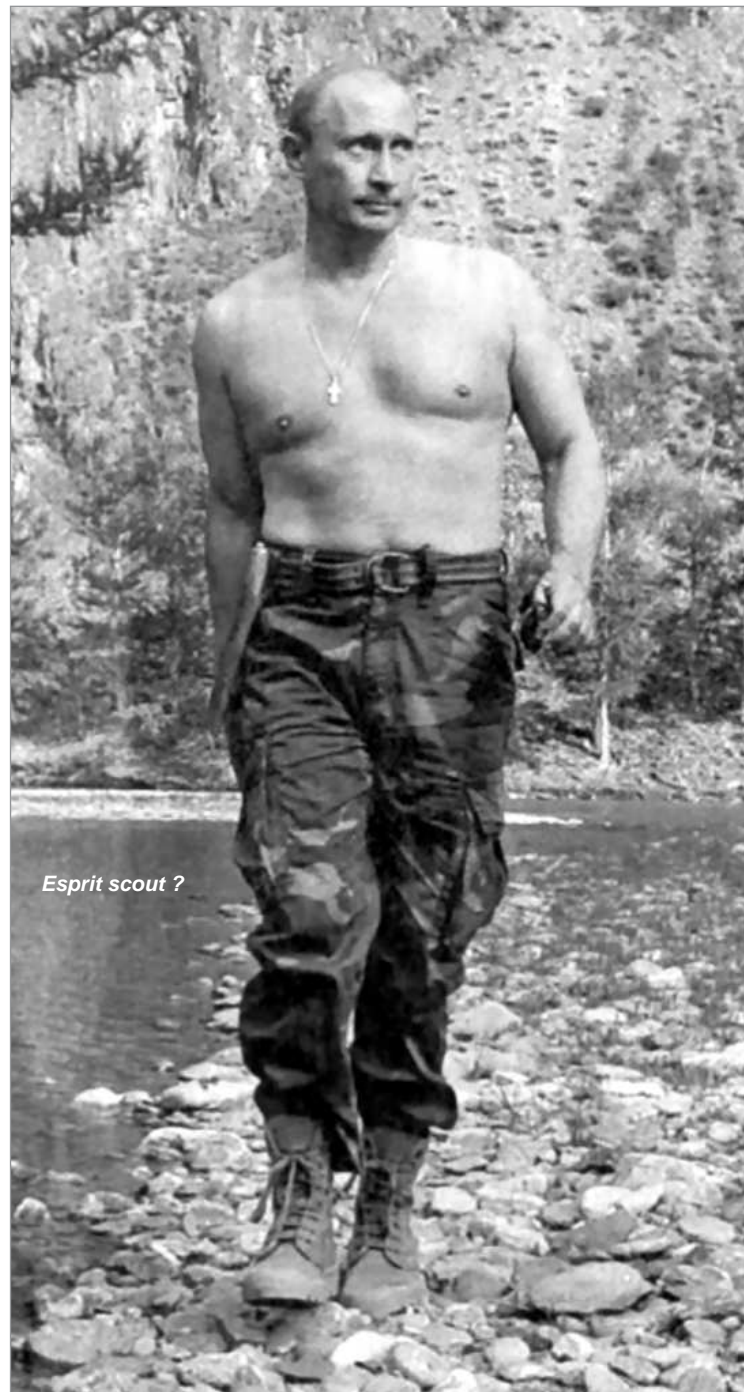
nelle, que l'on peut essayer de jeter un peu de lumière dans l'ombre.

## Du KGB...

Vladimir Poutine est né à Saint-Pétersbourg, alors Leningrad, le 7 octobre 1952, d'une famille ou-

en pleine stagnation brejnévienne, il intègre le KGB, où il servira quinze ans, au sein de la "Première direction générale", qui est le service de renseignements extérieurs.

Comme tout bon agent, selon la règle des services soviétiques pour qui un agent célibataire est plus fragile qu'un homme marié



Esprit scout ?

rière de la ville. Bon élève, toutefois assez turbulent et bagarreur, Vladimir se met, dès l'âge de 11 ans, à la pratique des sports de combat, dans lesquels il excellera, puisqu'il sera plus tard plusieurs fois champion de sa ville dans plusieurs disciplines. Comme la plupart des Russes, il est grand skieur, et joue aussi au tennis. Étudiant en droit, il rédige son mémoire de fin d'études sur la politique des États-Unis en Afrique. À noter que c'est Anatole Sobtchak, important dans la suite de sa carrière, alors professeur de droit, qui patronne le jeune juriste.

Sans doute, dès ce moment, l'un ou l'autre de ses talents a-t-il attiré l'attention du KGB, toujours à l'affût de l'excellence dans tous les domaines, pour recruter des affidés de tous niveaux, mais, après son service militaire volontaire, c'est par vocation qu'il opte pour le renseignement. C'est pourquoi, à la fin de ses études de droit, il se retrouve à Moscou pour subir la formation idoïne et, en 1975, à 23 ans,

face aux sollicitations étrangères, ce qui n'exclut pas l'inclination, en 1983, Poutine s'est marié. L'épouse est Ludmilla Chkrebneva, née en 1958, diplômée en philologie et langues romanes, exerçant la profession d'hôtesse de l'air. Deux filles naissent de ce mariage, Marie (en 1985) et Catherine (en 1986). Deux ans après son mariage, il est en RDA, passant cinq ans à Dresde, où son épouse l'a accompagné, sous la couverture de directeur de la "Maison de l'amitié germano-soviétique". C'est là que le surprennent la chute du mur de Berlin et la réunification allemande, à la suite de laquelle il revient dans sa ville natale pour y prendre un poste dans l'administration de l'Université. On ne lui connaît aucun rôle dans les événements qui bouleversent alors la Russie, sinon qu'en 1991, les négociations qu'il conduit entre les structures locales du KGB et les militaires liés aux putschistes de Moscou, ne le montrent pas partisan de ceux-ci.

## ... à la présidence

C'est cette année-là qu'il démissionne officiellement du KGB avec le grade de lieutenant-colonel, et que, sous son ancien patron à l'université, Sobtchak, devenu premier maire post-soviétique de la ville, à laquelle il va faire redonner son prestigieux nom historique de Saint-Pétersbourg, Poutine exerce successivement les fonctions de conseiller aux Affaires internationales du Conseil de la ville puis, en 1994, celles de premier adjoint et, lorsque, en 1996, Sobtchak perd sa mairie, Poutine lui reste fidèle refusant de travailler avec son successeur.

Appelé alors par le libéral Tchoubaïss, il retourne à Moscou, où il est nommé adjoint au directeur des affaires de la présidence de la Fédération, puis vice-président de l'administration présidentielle, bénéficiant désormais de pouvoirs étendus, en particulier dans le domaine des relations avec les régions, ce qui permet la mise en place des structures et des contacts dont il aura bientôt besoin pour étendre son pouvoir sur tous les points de l'immense Russie.

Après avoir été, pour un mois, directeur du FSB, spécialement chargé d'éradiquer la corruption dans les organes supérieurs de l'État, il devient, de façon inattendue – et le cinquième en dix-sept mois – Premier ministre de Eltsine, en fait une sorte de coadjuteur avec promesse de succession. Tournant décisif pour la Russie puisque, Eltsine démissionnant en décembre 1999, et le désignant comme son candidat pour la prochaine élection, la voie est libre pour la reprise en main de tout l'appareil gouvernemental par ceux qui s'estiment les plus aptes à redresser le pays.

Aux élections législatives qui ont lieu à ce moment, les électeurs votent majoritairement pour son nouveau parti, pleinement conscients que les listes de candidats, constituées dans la hâte, dans le but de couper l'herbe sous le pied des communistes, ne peuvent qu'être composées de personnes n'ayant rien à refuser à l'ex-KGB ; et lui-même, facilement élu président de la Fédération de Russie le 26 mars 2000, entre en fonction le 7 mai suivant, au cours d'une cé-

rémonie fastueuse où la garde présidentielle revêt des uniformes de l'ancienne garde impériale.

## Nationaliste et chrétien

Si, pour les années qui suivent, une certaine ombre couvre encore l'homme, la politique dont il se fait le promoteur en dégage ce qui, au fond, nous importe : c'est, à la manière russe, un nationaliste et un chrétien. Le scandale provoqué chez les "bien-pensants" par sa réflexion sur les lieux jusqu'où l'on devrait, s'il le faut, poursuivre les terroristes tchétchènes, est encore dans toutes les mémoires, et l'actuel bras de fer, sur tous les fronts, avec les États-Unis, le montre intransigeant sur le rôle de son pays dans le monde.

Baptisé secrètement, comme un grand nombre de Russes à l'époque soviétique (Gorbatchev lui-même l'était), il dit avoir retrouvé la foi devant le "miracle" qui, dans l'incendie de sa datcha, avait épargné la croix de son baptême. Et ceux qui vivent, dans le retour à la musique de l'hymne soviétique, la preuve d'un bolchevisme rampant, ne purent le faire qu'en ignorant que le changement de paroles, exigé par le patriarche de Moscou, associait désormais Dieu à la patrie. Si, dans le même mouvement, il dénonce le "vide spirituel" dans lequel la révolution communiste a jeté le pays, et proclame que la religion est l'une des composantes nécessaires de l'identité russe, on doit y voir un choix pour la politique russe.

Plus proche de nous, parlant, dans un entretien, du « rôle positif » de la monarchie, il ajoute : « Un monarque n'a pas à penser à se faire réélire et donc à être démagogue pour influencer l'électorat. Il peut réellement penser au sort de son peuple et ne pas être détourné par des brouilles. » Franchement, appeler "brouilles" le cirque électoral où s'épanouit la démocratie moderne, et qui fait vibrer de volupté l'électeur occidental, pour y préférer les actes concrets de gouvernement, quoi de plus capétien ?

ALEXANDRE ROHR

Les cibles de Poutine ne manquent pas



## Un roman DU MALHEUR

Quand Justine, très belle jeune femme de vingt-cinq ans, avoue à ses parents, en Guadeloupe où s'achève le roman, qu'elle est maintenant heureuse et qu'elle vivra désormais avec une copine en qui elle vient de découvrir l'amour de sa vie, ceux-ci, Jacques et Sophie, pleurent de joie.

Jacques et Sophie, à peine quinquagénaires, sont pourtant des gens intelligents et gentils. Ils ne sont ni des "intellectuels", ni d'ardents militants de positions "avancées", des pionniers d'amours marginaux et interdits. Mais ils sont, l'un et l'autre, les avant-derniers maillons d'une chaîne de malheurs qui commence en Lorraine, dans les années 1930, se poursuit en Allemagne dans les camps nazis, puis en Lorraine à nouveau, puis à Paris, puis en Guadeloupe.

### Temps de détresse

Le roman de Virgile Durand est le récit de cet enchaînement. Ces gens-là, on pense à la chanson de Brel, est le roman du malheur, du fatum, de la misère. D'une misère qui n'est pas d'abord celle à laquelle on songe, celle des bidonvilles du Tiers-monde, ou même de l'ancien monde, mais intérieure, psychologique, morale ; celle qui naît de nos frustrations, de nos peurs et angoisses, quand elles s'entremêlent, se renforcent et se confortent aux préjugés, habitudes et aliénations sociales diverses.

La souffrance ici est d'autant plus aiguë qu'elle est subie, se nourrit d'elle-même, presque inconsciente de sa nature. « **Chez ces gens-là, monsieur** ! » Comment s'étonner que Jacques et Sophie, sans presque s'en rendre compte, aient pu (du moins en apparence, et jusqu'à un certain point) « **prendre la vie en haine et sa flamme en horreur** » ?

Ils sont cependant ceux qui ont entrepris, de rompre le "fatum", la fatalité. Les regardant vivre, on reprend espoir. Et si l'aboutissement de leur vœu secret, est le fameux "choix" de Justine, peu conforme aux représentations habituelles de "l'amour vrai", le roman se termine sur une note de joie, et d'espérance. peut-être.

Virgile Durand est un tout jeune écrivain (la trentaine, à peine), qui, après une scolarité en Guadeloupe, a fait de solides études d'ingénieur, avant de s'orienter, car « **il faut des poètes en temps de détresse** », vers le théâtre et la mise en scène.

Durand réussit sur un sujet aussi "sérieux" et grave, à tenir en haleine d'un bout à l'autre du parcours. L'écriture est élégante et sobre. Rien de pesant dans ce récit où l'analyse se fait discrète, cherche moins à expliquer qu'à donner à voir, à montrer. Et cette "monstration" est profonde, révèle chez l'auteur une réelle acuité du regard, une sensibilité plus suggérée qu'étalée comme trop souvent. Ce premier roman est aussi une œuvre.

ÉDOUARD BOULOGNE  
www.lescrutateur.com

\* Virgile Durand : Ces gens-là. Ed Plon, 19 euros.

# Les vérités de Jean Dutourd

Les chroniques rédigées par Jean Dutourd pour le quotidien *France-Soir* entre novembre 1975 et décembre 1978 et qu'il vient de republier en vo-

**L'académicien ronchon publie un recueil d'articles qui tire à vue sur la bêtise et l'ignorance.**



lume ont conservé toute leur fraîcheur. On ne pourrait pas dire la même chose de celles écrites alors par Jean d'Ormesson dans le *Figaro*, qui relèvent le plus souvent de la mièvrerie qui caractérise depuis toujours ce dernier.

Pourquoi intituler ce recueil *La Grenade et le Suppositoire* ? Parce que, nous explique l'académicien dans sa préface, « **la chronique est un art qui tient du lancer de la grenade et de l'introduction du suppositoire** ». C'est une conception martiale et médicale du journalisme qui préside donc ici.

### Contre l'Europe de Bruxelles

Au fil de ces trois années d'articles d'humeur, Jean Dutourd encense Maurice Barrès, se félicite du raid militaire français sur Kolwezi ou se déclare partisan de la peine de mort et de la légitime défense. Avec le même entrain il s'en prend au syndicat de la magis-

trature, aux nostalgiques de Vichy, aux défenseurs du service militaire et attaque souvent les européistes béats et leur utopie bruxelloise (« **L'Europe est un alibi pour ne pas faire d'efforts, pour ne pas assumer son destin** »). Il alerte à plusieurs reprises ses lecteurs sur la situation au Liban car « **le Liban chrétien, c'est notre chair** ». Il déplore l'angélisme qui entoure les Brigades rouges, avatar italien et meurtrier du gauchisme qui vit alors son chant du cygne.

### Du bon usage du populisme

Dutourd, c'est un réactionnaire au sens où l'entendait Maurras (« **vivre c'est réagir** »). Pas un conservateur. Mêlant le bon sens à l'humour, râleur à souhait, il dénonce la hausse et la multiplication des impôts comme le bétonnage de l'Île-de-France. Les bonnes consciences de la gauche française pouvaient bien le taxer

de populisme, il avait ses lecteurs pour lui. Surtout, des années avant d'écrire le *Feld-maréchal von Bonaparte*, on s'aperçoit que Jean Dutourd défendait déjà les vertus de la monarchie, à l'occasion de la montée sur le trône de Juan-Carlos en Espagne : « **Il y a entre le roi et son peuple une connivence et une familiarité qui n'existeront jamais dans les autres régimes.** »

Dutourd, depuis son premier ouvrage (*Le Complexe de César*, paru en 1946), s'est voulu moraliste autant que romancier. Le vrai moraliste est un observateur qui tire de l'actualité des leçons pour l'avenir. Non qu'il soit devin mais qu'il préfère les faits à l'idéologie. *La Grenade et le Suppositoire* montre une fois de plus que l'auteur des *Taxis de la Marne* excelle dans ce genre.

PIERRE LAFARGE

\* Jean Dutourd : *La Grenade et le Suppositoire*, Plon, 322 p., 21 euros.

## EXPOSITION

# Le siècle de Watteau

Un insolent soleil d'avril éblouissait la rue et il me semblait inapproprié de consacrer cette belle heure à une visite de musée. Erreur totale ; on ne peut, en effet, qu'être séduit

**Dessins français du XVIII<sup>e</sup> siècle au musée Cognacq-Jay**

devant le sublime hôtel de Donon, au cœur du Marais, siège du musée Cognacq-Jay, dédié à l'art du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est, il faut le dire, le seul bâtiment, à Paris, de style Philibert Delorme, ayant conservé sa pure façade XVI<sup>e</sup> siècle et dont l'intérieur restauré a su préserver son sous-sol en pierres vives, son monumental escalier et, à l'étage, ses plafonds à la française : un cadre de choix pour une exposition de dessins français du XVIII<sup>e</sup> siècle que l'éclectisme et la générosité de M. Ernest Cognacq ont offert à la capitale.

On doit admettre qu'en plein milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, pour ce regain de faveur du XVIII<sup>e</sup>, on doit beaucoup aux frères Goncourt. Fondateurs du naturalisme en littérature, ils furent, en effet, dans les premiers à faire apprécier à nouveau les maîtres-dessinateurs que furent Watteau, Boucher, Fragonard et leurs émules.

La collection d'Ernest Cognacq, présentée ici, est riche d'environ cent vingt œuvres : dessins, lavis, gouaches, aquarelles. Le programme de l'exposition est d'ailleurs orné d'une sanguine sur papier gris, *Jeune femme et Mezzetin* (1710-1712), très embléma-

tique de l'artiste. Watteau, on s'en souviendra, aimait utiliser la sanguine, crayon d'argile au vif tracé, et y ajoutait souvent de la craie blanche et de la pierre noire, réunissant ainsi "les trois crayons".



### Tendres pensées

Très remarquable également, un dessin préparatoire – suivant la méthode Watteau – à un groupe de personnages figurant dans la célèbre *Enseigne de Gersaint* (1712), exposée au château de Charlottenburg à Berlin. Il s'agit d'un croquis très rapide, dessiné pour ainsi dire, puisque Watteau devait mourir prématurément, à trente-sept ans, peu après l'achèvement de cette œuvre maîtresse.

Fragonard, grand dessinateur lui aussi, est représenté par deux sujets pastoraux : une aquarelle

gouachée, *Enfants jouant avec deux chiens*, et *L'Étable*, un lavis de bistre illustrant un sujet galant. De délicates scènes d'intérieur sont proposées par Baudouin, le gendre de Boucher ; c'est alors

Eros ailé et potelé, inspirateur, à n'en pas douter, de ses tendres pensées. L.-G. Moreau opte, quant à lui, pour le paysage, de style élégiaque ou le réalisme préromantique.

la mode des "gouacheurs", ainsi que les qualifient les Goncourt : un peu partout on pose la couleur, avec légèreté et allégresse. Un aimable Suédois, Niklas Lafrensen s'y fera un nom sous l'appellation francisée de Nicolas Lavreince : ce sont, surtout, des saynètes théâtrales ou comiques, ou bien des portraits d'inspiration morale (*Ha ! Le joli petit chien !*). J.-B. Mallet y tient aussi sa place et, continuateur de Lavreince, nous offre des idylles paysannes ou des scènes d'intérieur bourgeois, comme le charmant *L'Amour au petit point*, montrant une jeune femme occupée à la tapisserie d'un

Dans le style "antique", j'ai beaucoup aimé une petite scène sur papier gris, *Jeune nymphe chassant les Amours importuns* - Amour avec un grand A, tel un prénom : ces deux petits gamements poursuivant la nymphe se voient copieusement arrosés par une énorme jarre, manœuvrée de main experte. Ainsi, pensais-je *in petto*, de tous temps, les belles ont de la défense.

MONIQUE BEAUMONT

\* Musée Cognacq-Jay, Hôtel de Donon, 8 rue Elzevir, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. 01 40 27 07 21. Jusqu'au 13 juillet 2008.

## Drames à l'irlandaise

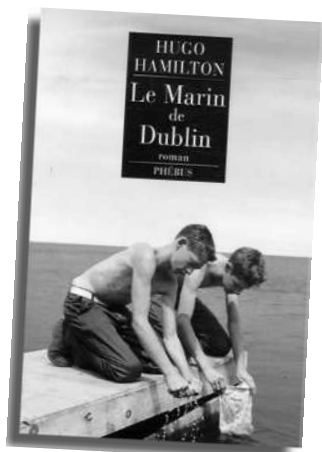
Hugo Hamilton est, selon ses propres mots, « un enfant bigarré » ; autrement dit, le produit d'une union mixte entre un père irlandais et une mère allemande. Pas de quoi faire un drame. Sauf si ce père, militant acharné de la cause gaélique qui pousse le zèle jusqu'à interdire à sa famille l'usage de la langue anglaise, se révèle involontairement et douloureusement invivable. Sauf si cette mère, par ailleurs admirable, traîne avec elle les remords et les culpabilités de l'Allemagne nazifiée. De sorte que ces parents animés des meilleures intentions du monde, finirent par rendre l'existence intolérable à leur progéniture, sommée de se charger de tous les malheurs et tous les crimes de leurs peuples respectifs...

### Cataclysmes minuscules

Dans un premier roman, *Sang impur*, Hugo Hamilton avait peint, avec un mélange de rage rétrospective et de tendresse navrée jamais dénué d'humour grinçant, ce qu'avait été son enfance chaotique. *Le Marin de Dublin* en constitue la suite, le narrateur ayant atteint l'adolescence, dans les années soixante. Hugo, toujours rejeté par ses condisciples qui le surnomment « Goebbels », mal à l'aise chez lui, où son père, quoique conscient des lamentables limites de l'éducation dispensée à ses enfants, prétend maintenant lui interdire d'écouter les Beatles pour crime d'anglophonie, trouve refuge sur les quais dublinois, auprès d'un vieux marin qui le traite

comme un être normal. Peu à peu, il acquiert la certitude de ne pouvoir trouver son équilibre s'il ne parvient pas à exorciser les démons des passés familiaux et nationaux. Encore faudrait-il que les siens l'y aident...

Hamilton, et c'est sa force, ne sombre ni dans l'auto-apitoiement larmoyant ni dans le règlement de comptes sordides. Il raconte, merveilleusement, des peurs irrationnelles, des cataclysmes minuscules, qui firent de ses premières années un véritable calvaire, et



trouve le courage d'en rire. C'est sans doute la meilleure des catharsis. Elle a le grand mérite d'éviter à son lecteur ce voyeurisme gênant et indécent auquel tant d'auteurs convient sans relâche leur public.

### Tueur en série

Belfast, 1985. L'Ulster paraît incapable d'en finir avec le cycle des violences intercommunautaires, les haines sans cesse ra-

vivées, sous le regard d'un gouvernement britannique habile à jouer en coulisses un tout autre jeu que celui affiché sur la scène internationale. Il manque une volonté politique de ramener en Irlande du Nord une paix équitable. Cela, l'inspecteur Thomas Cross, Anglais catholique, tare irrémédiable, époux d'une protestante irlandaise, l'a compris, sans toutefois appréhender les stratégies en cours dans leur complexité. Ce qu'il sait, en revanche, c'est que, dans ce pays coupé en deux, la violence et les détestations finissent par tout ronger, jusqu'à son couple. Les premiers meurtres, absurdes, d'une brutalité effarante, lui ont paru une conséquence logique du climat local. Ce diagnostic va hélas se révéler infiniment pertinent.

Il y a à Belfast un tueur en série, qui frappe selon sa logique implacable, et dans les deux camps, tantôt des hommes, tantôt des femmes, des civils, des militaires, des paramilitaires de l'IRA provisoire ou des milices orangistes. Un tueur d'autant plus dangereux qu'il se croit investi d'une mission divine pour pacifier le pays. Mais, pour être fou, cet homme-là n'en est pas moins un combattant aguerri, habitué de la clandestinité, et son nom figure fatalement dans un fichier des services britanniques.

Alors, pourquoi personne, lorsque Cross, obstiné, finit par remonter la piste d'un ancien agent du MI5 volatilisé dans la nature, n'est-il d'humeur à l'aider ? Les secrets en possession du mystérieux Candlestick sont-ils vraiment si explosifs que l'on préfère le lais-

ser agir à sa guise plutôt que le voir ressurgir ? Bientôt, fasciné par cet adversaire d'une intelligence diabolique, Cross se prend au jeu, sans mesurer le danger : celui de sombrer à son tour corps et âme dans la démence ambiante.



Chris Petit donne, avec *Le Tueur aux psaumes*, beaucoup plus qu'un roman noir, au demeurant d'une cruauté et d'une intensité exceptionnelles ; c'est en fait, derrière le personnage, pitoyable et tragique lui aussi, de Candlestick, et sa folie, tout le système britannique en Ulster qui est remis en cause, pour dévoiler, dans ses moindres détails, une manipulation effarante et inhumaine dont tous les protagonistes seront l'un après l'autre victimes. Une très grande réussite.

ANNE BERNET

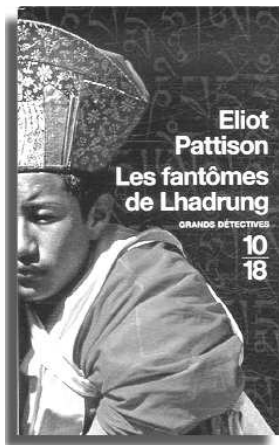
\* Hugo Hamilton : *Le Marin de Dublin*. Phébus, 300 p., 20 euros.

\* Chris Petit : *Le Tueur aux psaumes*. Fayard, 655 p., 25 euros.

### ELIOT PATTISON Les Fantômes de Lhadrung

10-18 - 570 p. - 10 euros

Brillant policier à Pékin, l'inspecteur Shan a commis l'irréparable erreur, au cours d'une affaire, de mettre en cause de très



hauts dirigeants du Parti. Pour l'empêcher de les dénoncer, ceux-ci l'ont expédié au Lao Gai, l'équivalent chinois du goulag, au Tibet. Après dix ans de baigne, pour le remercier de l'aide apportée dans la résolution d'un crime qui

pouvait mettre sa carrière en péril, le gouverneur de la province a pris sur lui d'autoriser Shan à quitter le camp pour aller vivre dans la montagne, en compagnie de ses nouveaux amis, des moines bouddhistes récemment libérés. Peu à peu, les façons du Chinois d'appréhender les événements se sont modifiées et, dans sa lamaserie improvisée, il serait presque heureux.

Jusqu'à ce matin qui aurait dû être un jour de fête, celui de la réouverture clandestine au culte de l'antique monastère de Zokha, et qui se transforme en cauchemar avec la découverte d'un crime dont s'accuse le moine Surhya. Obligé de quitter sa retraite et de redescendre à Lhadrung innocenter son ami, Shan se retrouve confronté à une affaire de vols d'objets d'art tibétains, conjointement commis à Seattle et à Pékin, qui paraît, contre toute attente, liés au drame de Zhoka et à la mystérieuse disparition, deux siècles plus tôt, d'un prince impérial et des trésors qu'il rapportait du Tibet. Pour obliger Shan à coopérer à l'enquête, les autorités ont un moyen de pression : la vie de son fils, devenu un voyou envoyé aux mines.

Le monde du bouddhisme tibétain, ses us et coutumes, paraissent d'abord impénétrables au lecteur occidental, mais, tandis qu'il s'habitue, il se sent saisi par la dimension de cette histoire d'injustice, de violences, de cruauté et de corruption, éclairée malgré tout par la quête mystique d'une poignée d'âmes démunies en quête des valeurs essentielles communes à toute l'humanité. Un roman d'actualité s'il en est.

### HUBERT MONTEILHET Au vent du boulet

Faliois - 259 p. - 20 euros

Étrange destin que celui du vicomte d'Ablis, né des très brèves amours de sa mère et de Louis XV, mais qui n'a pu, par la faute de la Révolution, tirer quelque avantage de cette royale bâtardise. Émigré avec le comte d'Artois, Pierre-Marie, trop conscient des limites de ce dernier, et plus encore de la sottise consistant à consumer sa jeunesse dans un stérile exil, décide, en 1799, de rappeler au Premier Consul qu'ils furent jadis amis à Brienne.

Autorisé à rentrer en France, comblé de faveurs par Bonaparte,

d'Ablis ne tarde pas, cependant, à se mordre les doigts d'un choix qu'il avait cru pragmatique et qui s'avère, en fait, catastrophique, le Corse se révélant à l'usage personnage effroyable que tout Français lucide se doit d'abominer. Décidé à racheter ses erreurs et servir enfin à quelque chose, Pierre-Marie, entre deux aventures, entreprend donc de saper le pouvoir de Napoléon en flattant son ubris et en le poussant à une fuite en avant fatale.

Hubert Monteilhet est ici au sommet d'une verve iconoclaste dans laquelle il excelle. Parfaitement documentée, sa relecture de l'épopée impériale et du mythe napoléonien, commentée par d'Ablis, personnage cynique capable de toutes les palinodies mais prompt à s'en excuser malgré ses façons de dévot, est d'une réjouissante férocité, d'une alacrité rare, et d'une outrance qui confine à l'injustice... Mais, pour cela, qui va si gaillardement à l'encontre des admirations obligatoires et rappelle des vérités trop passées sous silence, on se délectera sans scrupule excessif de ce roman historique aux allures de pamphlet.

A.B.

DAMIEN OWENS

### Cruautés conjugales

10-18 - 410 p. - 8,50 euros

Peter et Mary sont mariés depuis un an. Ils s'adorent. Enfin, ils s'adoraient... Car, à l'approche de ce premier anniversaire, Mary trouve à son chéri un nombre prodigieux de défauts dont elle ne s'était pas avisée. Et les lui reproche amèrement. Désespéré, Peter a le tort de chercher conseil auprès de ses amis, et même des inconnus, notion des plus relatives dans leur bourg irlandais... Bientôt, chacun prétend se mêler de leur vie conjugale. Moins désopilant que *Les Trottoirs de Dublin*, ce second roman, qui fait sourire à l'occasion, est une jolie histoire d'amour, en même temps qu'une réflexion intelligente sur les aléas du mariage, et les dangers des conseils bien intentionnés.

JOHN BANVILLE

### La Mer

Robert Laffont - 245 p. - 20 euros

Un artiste peintre, anéanti par la lente agonie et le décès de son épouse, se retire dans le petit village balnéaire de son enfance irlandaise. Là, cinquante ans plus tôt, au cours d'un été splendide, il fit la connaissance de la famille Grace, en apparence sans histoire. En apparence seulement... Trop jeune alors pour saisir les rapports qui régissaient cet univers étranger, Max ne s'en est pas moins trouvé partie prenante d'un drame. Il lui semble que se replonger dans le passé et en dé mêler enfin les intrigues l'aiderait à comprendre tout le reste, même son incapacité à assumer la mort d'Anna, même ses rapports difficiles avec leur fille, même son incapacité nouvelle à travailler. Une réflexion sur la vie, l'amour, la mort servie par un style magnifique.

YVES VIOLLIER

### La Chanson de Molly Malone

Robert Laffont - 316 p. - 19 euros

Patrick Gallagher et Bridget O'Neill ont commis un crime inexplicable : ils se sont aimés. Or, Patrick était séminariste. Afin de vivre en paix, ils ont trouvé refuge dans cette Vendée catholique dont Patrick avait tellement entendu vanter l'héroïsme. Mais la petite communauté du marais vendéen, en ces années trente, n'a pas accepté les Irlandais, les désastres se sont accumulés sur les Gallagher. Malchance ou châtiment ? Pour leur fils, devenu prêtre, la question n'a jamais cessé de se poser, lui interdisant de vivre. Et désormais, n'est-il pas trop tard pour trouver le bonheur ?

Romancier de talent, chanteur attentif de sa Vendée natale, Yves Viollier renoue ici avec l'un de ses thèmes récurrents : la dénonciation, parfois outrancière, d'une société catholique paysanne, qu'elle soit française ou irlandaise, dont les interdits moraux et religieux auraient enfermé les fidèles dans un univers étouffant. Faut-il pour autant en conclure qu'il était urgent de s'en affranchir ?

A.B.

**SUR LA TOILE**

**LA CROISSANCE NUMÉRIQUE**

Promu secrétaire d'État au Développement de l'Économie numérique (alors qu'il était déjà en charge de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques), **Éric Besson** devra contribuer à faire de la France « **une grande nation numérique** », selon le vœu du président de la République.

Ses propositions, formulées au plus tard le 31 juillet, poursuivront notamment les objectifs suivants à l'horizon 2012 : l'accélération de la couverture des territoires et l'extension de la télévision numérique ; la promotion de nouveaux modes de diffusion numérique ; le développement de nouvelles applications dans les domaines du télétravail, de l'éducation et de la formation, de la santé.

À l'issue du Conseil des ministres du 9 avril, le gouvernement a précisé que ce plan serait préparé « avec l'ensemble des acteurs du numérique et des ministères concernés dans le cadre d'Assises du numérique qui seront réunies à la fin du mois de mai 2008 ». Tout cela reste assez flou, mais l'enjeu est de taille : un quart de la croissance mondiale s'effectue déjà dans le "numérique" selon le Premier ministre.

**PIRATAGE**

Le 10 avril, le Parlement européen a approuvé un rapport sur les industries culturelles, dont un amendement – déposé notamment par **Michel Rocard** – « engage la Commission et les États membres [...] à éviter l'adoption de mesures allant à l'encontre des droits de l'homme, des droits civiques et des principes de proportionnalité, d'efficacité et d'effet dissuasif, telles que l'interruption de l'accès à Internet ».

Ce vote, certes non contraignant, incrimine directement un projet de loi du gouvernement français : inspiré par le rapport Olivennes, il vise à suspendre l'abonnement des utilisateurs accusés de téléchargements illégaux, et devrait être débattu fin mai par l'Assemblée nationale.

« Les mesures répressives sont des mesures dictées par des industries qui n'ont pas été capables de changer leurs modèles économiques face aux nécessités imposées par la société de l'information », soutient **Guy Bono**, l'auteur du rapport européen. Certaines évolutions nous semblent effectivement irrésistibles... Aussi « l'enjeu central [est-il] ici de trouver un équilibre entre les possibilités d'accès aux activités et contenus culturels, la diversité culturelle et une véritable rémunération aux titulaires de droits. »

G.D.

« **L**e 11 avril, **Libération** est gratuit. Lisez-le, vous comprendrez pourquoi il est payant. » Ce slogan publicitaire figurait le 10 avril dans **Méto**, qui est, rappelons-le, un journal... gratuit. **Libé** s'est donc payé sa tête pour assurer sa promotion, avec la complicité de grands annonceurs, à commencer par Disneyland Paris, qui serait à l'origine de cette provocation selon **L'Humanité** (8 avril 2008). **Laurent Joffrin** l'avoue sans complexe dans son numéro "exceptionnel" tiré à 500 000 exemplaire : « **La publicité rend possible toute l'affaire.** »

Ce « clin d'œil » – selon l'expression du directeur général de **Libération**, **Denis Pierrard** – n'a

pas été du goût de tous les collaborateurs de **Méto**. **Caroline Brun**, qui en préside le comité éditorial, a rendu compte dans ses colonnes des débats ayant agité ses collègues : « **Ce slogan, les journalistes [...] ne l'ont pas trouvé**

**drôle. Plutôt une grande claque, pas très confraternelle. [...] J'ai quand même mon mot à dire. Quelle reconnaissance, au contraire ! [...] Les avis se partagent, mais j'ai quand même du mal à convaincre.** »



Quant aux lecteurs potentiels de **Libé**, auront-ils été conquis ? « **On est en train de brouiller l'image d'un journal qui, rappellez-le, est un journal payant** », s'inquiète **François Wenz-Dumas**, du **SNJ**, cité par **L'Huma**. « **C'est d'une totale perfidie** », « **et surtout, plein de contradictions** », souligne **Télérama** (10 avril 2008) : **Richard Sénéjoux** évoque « **les coups marketing dont la presse gratuite est familière mais dont les quotidiens payants ont toujours su, peu ou prou, se préserver** »... Face aux gratuits, la presse traditionnelle profitait d'une relative "légitimité" dont **Libération** entreprend manifestement la sape. **Chapeau !**

G.D.

**LE TROISIÈME ŒIL**



**LECLERC FAIT SA PUB'**

Les pharmaciens de l'Hérault « **veulent proposer petits pois et lessive** » dans leurs officines, rapporte **Ouest France** (12 avril 2008). Ils répondent ainsi à **Michel-Édouard Leclerc**, chantre de la libre-concurrence et défenseur autoproclamé du "pouvoir d'achat", orchestrateur d'une campagne médiatique visant à contester leur monopole.

Point d'orgue de sa communication : la diffusion d'un *spot* publicitaire de 30 secondes sur **TF1** et **M6**, où « **Leclerc demande que ses docteurs en pharmacie puissent vendre des médicaments non remboursés à prix Leclerc** ». C'est-à-dire 25 % moins cher selon le patron de l'enseigne. **Roselyne Bachelot** s'est insurgée contre « **une publicité mensongère** ». Mais le ministre de la Santé n'aurait-il pas attisé la convoitise des grands distributeurs ? **Le Monde** (5 avril 2008) rappelle le « **battage** » organisé autour de la mise en libre accès, dans les pharmacies, à partir de juin, de produits d'automédication...

**Tergiversations**

En tout cas, ses arguments n'auront pas convaincu le Conseil supérieur de l'Audiovisuel. Réuni en séance plénière extraordinaire le 4 avril, il a considéré, entre autres, « **que le spot ne présentait pas le caractère d'une publicité politique, interdite par la loi du 30 septembre 1986** ». Dans la foulée, le Bureau de vérification de la publicité lui accordait également sa bénédiction, jusqu'alors refusée. Un revirement justifié par « **le changement de doctrine** » que le CSA aurait opéré quant à l'interprétation de la réglementation sur la publicité autorisée à la télévision. C'est l'issue « **d'une bataille juridico-politique complexe, sinon opaque** », souligne **Véronique Richebois** (**Les Échos**, 10 avril 2008).

Sollicité à plusieurs reprises depuis décembre, le BVP avait recommandé quelques modifications, et surtout estimé que la

campagne ne pouvait pas être diffusée alors qu'un débat politique était en cours ; le 27 février, le CSA avait rendu un avis consultatif négatif, reprochant au film de promouvoir des produits que **Leclerc** n'a pas encore le droit de vendre, provoquant une nouvelle reformulation du message ; le 1<sup>er</sup> avril, le BVP l'avait imité, estimant notamment que « **certains des visuels utilisés peuvent être perçus comme dénigrants à l'encontre des médicaments** ». Sur le site du BVP, curieusement, on ne trouve aucune trace de ces « **trois mois de tergiversations** » dont rendent compte **Les Échos**.

Le 10 mars, **TF1** et **M6** donnèrent leur accord pour diffuser le film malgré l'avis négatif du BVP. Si les annonceurs ont l'obligation de lui soumettre leurs publicités télévisées, les diffuseurs sont libres de suivre ses recommandations. « **D'ailleurs, "deux fois par mois, en moyenne, les chaînes outrepassent notre avis dans l'indifférence générale", se désole Joseph Benaïmou, directeur général du BVP. J'ai eu Michel-Édouard Leclerc au téléphone : il veut [...] se faire passer pour un martyr.** » (**Le Point**, 4 avril 2008) Voilà qui tranche avec le discours du CSA, dont le site Internet prétend que cet avis « **est, dans la pratique, presque systématiquement réclamé par les régies publicitaires des services de télévision** ». On nage en pleine confusion ! Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas de voir **Les Échos** évoquer « **dans l'entourage des centres Leclerc, des rumeurs de pressions politiques sur le BVP et le CSA pour bloquer la campagne** »... La Fédération des syndicats pharmaceutiques de France prépare sa contre-offensive médiatique. D'aucuns ne manqueront pas de saluer ce "débat citoyen" mené à grand renfort de publicités... La question avait été posée, par exemple, par **Pierre Giacometti** : « **Faudra-t-il attendre encore quinze ans pour que le monde politique français se rende à l'évidence que le rapport des Français à la politique rend indispensable le retour**

sur la scène des instruments de conviction auxquels on a habituellement recours pour influencer le comportement des citoyens et des consommateurs ? » (**Canal Ipsos**, 11 octobre 2004) La démocratie nous offre décidément un triste spectacle.

G.D.

**LOUIS XVII AU CŒUR DE L'ÉNIGME**

Ce samedi 12 avril, hélas un peu tard dans la soirée, l'émission de **France 3** réalisée par



**Louis XVII**  
par **Alexandre Kurchaski**  
(1792)

**Yvon Gérard** et consacrée au jeune **Louis XVII** a été d'un grand intérêt. Tant par les commentaires de **Cyrielle Clair** que par la beauté

des images et par l'évocation fort émouvante du calvaire du fils de **Louis XVI**, roi enfermé au Temple. Mais aussi par l'exposé de l'énigme que, pourtant, s'appuyant sur les documents historiques et sur l'avis des scientifiques ayant eu recours à l'ADN, **Philippe Delorme** a certainement résolue : le cœur déposé dans la crypte de **Saint-Denis** le 8 juin 2004 est bien celui de l'enfant de **Marie-Antoinette** mort au Temple le 8 juin 1795. Toutefois les parcours quelque peu rocambolesque du petit cœur à travers les Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle laisse pour certains planer des zones d'ombre qui risquent encore de donner lieu à des interprétations. N'y aurait-il pas eu au Temple substitution d'enfant, et dans ce cas, que serait devenu le petit roi, et son éventuelle descendance ? N'a-t-on pas pu confondre le cœur de **Louis XVII** avec celui de son frère aîné le premier dauphin mort en juin 1789 ?

Les historiens, **Philippe Delorme** lui-même, mais aussi **Evelyn Lever**, **Philippe Boiry**, **Jean Tulard**... ont exposé chacun sa thèse dans un grand souci de rechercher la vérité. L'émission s'acheva sur l'évocation grandiose de la cérémonie de **Saint-Denis** en 2004 avec notamment la poignante adresse au petit roi martyr de l'abbé **Chanut** en présence de nombreux princes du sang des Bourbons. Interrogé sur le sujet, le duc de **Vendôme** a réitéré la volonté de sa famille de toujours servir.

MICHEL FROMENTOUX

**L'ACTION FRANÇAISE** TARIF DES ABONNEMENTS (paraît les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois)

- 1. Premier abonnement France (un an) ..... 76 €
- 2. Premier abonnement Étranger (un an) ..... 85 €
- 3. Abonnement ordinaire (un an) ..... 125 €
- 4. Abonnement de six mois ..... 70 €
- 5. Abonnement de soutien (un an) ..... 150 €
- 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) ..... 45 €
- 7. Outre-mer (un an) ..... 135 €
- 8. Étranger (un an) ..... 150 €

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Tél. .... Courriel .....

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement  
 Bulletin à retourner à **L'Action Française 2000**  
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



CONFÉRENCE ÉTUDIANTE

Vendredi 18 avril

Un nouvel élan pour l'AF

par Thibaud Pierre

À 19 h 15 aux locaux de l'AF  
10 rue Croix-des-Petits-Champs,  
Paris 1<sup>er</sup>  
(métro Palais Royal)

DIMANCHE 11 MAI 2008

FÊTE NATIONALE DE JEANNE D'ARC

Cortège traditionnel



GRAND RASSEMBLEMENT ROYALISTE  
DU 6 JUILLET 2008

RETENEZ CETTE DATE

A l'occasion des 100 ans de L'Action Française,  
les royalistes de Bourgogne et des provinces limitrophes  
se réuniront à Saint-Jean de Vaux  
(à 10 minutes de Chalon-sur Saône).

Il est recommandé aux responsables régionaux  
de prendre dès maintenant contact pour l'organisation  
de leur stand au 06 62 48 12 31.

Rassemblement à 9 h 30

à l'angle de la rue Royale et de la rue Saint-Honoré  
paris 1er (métro Madeleine ou Concorde)

CERCLE  
JACQUES BAINVILLE



Réunion chaque jeudi  
à 19 h 30  
au News Café,  
78 rue d'Assas à Paris

Informations :  
[www.cjb-assas.new.fr](http://www.cjb-assas.new.fr)

DIEU ET LE ROI DANS LES HAUTS-DE-SEINE

■ À l'appel de Geneviève Castelluccio et de ses fils Philippe et Giovanni, les amis d'AF étaient une fois de plus accourus en nombre à Levallois-Perret, pour l'annuel dîner-débat de la section des Hauts de Seine-Paris XVII<sup>e</sup>. Ce vendredi 11 avril, au très accueillant *Boléro de Ravel*, ils ont eu le plaisir de voir et entendre

Axel Tisserand, l'auteur de *Dieu et le Roi* (Editions Privat) l'important ouvrage rassemblant la correspondance entre Charles Maurras et Mgr Penon de 1883 à 1928. En l'écoutant, l'auditoire put mesurer la tâche colossale accomplie par l'auteur, tout en apprenant beaucoup sur les personnalités de notre maître et du prêtre,

s'écrivant toujours avec une totale franchise et une grande soif de vérité.

Tous les participants applaudirent fort Axel Tisserand, et, remerciant chaleureusement la famille Catelluccio toujours si dévouée, se sont donné rendez-vous l'an prochain à Levallois.

M.F

ACCUEIL  
DU CENTRE SAINT-PAUL

Sciences religieuses,  
littératures gréco-latine  
et française,  
histoire, philosophie

Ouvert les jeudi, vendredi  
et samedi après-midi  
de 14 heures à 19 heures

Dépôt de  
*L'Action Française 2000*

Réduction sur tout achat  
offerte à nos lecteurs

12 rue Saint-Joseph,  
75002 Paris

01 40 26 41 78  
06 22 71 20 17

[www.accueil-saint-paul.com](http://www.accueil-saint-paul.com)



Rejoignez nos équipes  
de vendeurs à la criée !

<http://www.camelotsduroi.canalblog.com/>

Centre royaliste  
d'Action française

Association déclarée  
10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
[www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net)  
[www.afe-blog.com](http://www.afe-blog.com)  
contact@actionfrancaise.net  
01 40 13 14 10

Dans la ligne du mouvement  
fondé par Pierre Juhel

Secrétaire général : Thibaud Pierre  
Adjoint : Sébastien de Kererro  
**Chargés de mission**  
Formation : Pierre Carvin  
Secrétariat général des étudiants :  
Alexandre Apreval - Jean-Baptiste de Laviath  
Henri de Vaux - Romain Vindex  
Administration : M<sup>lle</sup> de Benque d'Agut  
**Cotisation annuelle**  
Membres actifs : 32 €  
Étudiants, lycéens, chômeurs : 16 €  
Bienfaiteurs : 150 €

LE MONDE  
ET LA VILLE

L'ACTION FRANÇAISE  
EN DEUIL

Le 25 février, est décédé dans sa 61<sup>ème</sup> année, des suites d'une longue maladie, **Didier GUILLARD**, fils de nos fidèles amis et abonnés de longue date, M. et Mme Georges Guillard. Les obsèques ont été célébrées le 1<sup>er</sup> mars en l'église Notre-Dame des Victoires de Port-Marly, par le fils du défunt l'abbé Tancrede Guillard.

Le 5 avril, dans sa 75<sup>ème</sup> année, est décédé brutalement notre fidèle ami et abonné, militant royaliste convaincu, **Max MARY**, qui avait découvert *L'Action Française* lors d'une vente à la criée du journal. Les obsèques ont été célébrées le 9 avril en l'église de Nantilly (Maine-et-Loire).

À ces familles qui nous sont si proches, l'Action française présente ses condoléances émues.

MARIAGE

C'est avec joie que nous faisons part du mariage de **Mlle Cécile HENNET**, fille de nos fidèles abonnés, le docteur et Madame Henri Henne, avec **M. Vincent ADALBERON**, qui sera célébré le 31 mai en la Collégiale Saint Etienne de Romorantin (Loir-et-Cher). Nous présentons nos meilleurs vœux de bonheur aux futurs époux et nos bien vives félicitations aux parents.

Un site essentiel



[www.maurras.net](http://www.maurras.net)

C'est un grand honneur en même temps qu'un plaisir que me font régulièrement des lecteurs de *L'AF 2000* en m'écrivant pour commenter tel ou tel point des chroniques de der-

**Nous devons réunir tous les Français au service d'une seule cause, la souveraineté, la prospérité et la grandeur de la France.**

nière page. Le courrier est particulièrement abondant à la suite de la dernière en date, parue dans le précédent numéro sous le titre *La haine*.

Pour conforter l'idée selon laquelle les monarchistes devraient s'abstenir de transformer la vie politique en guerre idéologique, des lecteurs rappellent ce mot si profond de Philippe, duc d'Orléans, qui nous tient lieu d'exergue : « **Tout ce qui est national est nôtre** ». Et certes, c'est tracer là clairement ce qui devrait être notre ligne de conduite : prenant justement le contre-pied du déchaînement idéologique né dans la Révolution française, nous nous de-

vons d'agir en politique purs, c'est-à-dire, rejetant les anathèmes, à réunir tous les Français au service d'une seule cause, la souveraineté, la prospérité et la grandeur de la France.



**Jean Bodin**  
*Nous constituons plus que jamais, ce qu'il appelait le parti des politiques.*

Nous le devons aussi pour une autre raison : qu'ils soient chrétiens ou non, les monarchistes gardent le souvenir et pour mieux dire la leçon des rois capétiens qui, précisément parce qu'ils

étaient chrétiens et qu'ils avaient conscience qu'un homme, quels que soient son titre et son rang, ne maîtrise sur cette terre que peu de choses, ont toujours fait de la patience et de la modération des vertus politiques principales. Et c'est sans doute parce qu'ils croyaient en Dieu que bien des dépositaires des "leçons millénaires de la Maison de France" se sont gardés de substituer à la politique l'idéologie, laquelle se mêle des fins dernières en lieu et place de la foi et, en beaucoup de cœurs passionnés, s'y substitue même.

**Le sectarisme est républicain**

Ce faisant, un lecteur croit avoir décelé entre les lignes une critique voilée de Charles Maurras. Cette critique, que je n'ai pas faite et qui, si je l'avais faite, aurait respecté le cardinal principe de modération, n'aurait pu se fonder que sur un constat simple : il arriva une époque, en effet, où certains chefs du royalisme ne s'affirmaient plus chrétiens, mais

athées ou agnostiques – ce qui n'est pas la même chose. Ce fut sans doute une des causes de cette erreur, dont la République des partis est certes la principale coupable, que d'avoir transformé le royalisme en une sorte de machine de guerre multipliant les anathèmes et confondant la résistance au nom de la politique de la France avec le combat guerrier, oubliant « **cette majesté française que les revers de la fortune ne sauraient arracher aux grands cœurs** » comme l'écrivait Bossuet. Mais que l'on se rassure : ces propos pouvaient s'appliquer à des comportements, pas à des personnes ; tout au plus à une époque, cette terrible III<sup>e</sup> République qui fut la première à céder au sectarisme, au tournant du siècle, et qui embarqua les esprits, jusqu'aux meilleurs, dans les plus noires polémiques où ils s'abîmèrent eux-mêmes, abîmant ainsi leur cause, et finalement la France.

L'essentiel est, pour nous, de ne pas se tromper d'époque : aujourd'hui, nous ne désapprouvons pas une politique ou une autre, nous désapprouvons avant tout

le fait que la France n'ait plus de politique parce qu'elle n'en maîtrise même plus les instruments essentiels. Ce n'est même plus que le gouvernail ait été abandonné, mais que, le navire français soit tant privé de souveraineté qu'il ne dispose plus d'aucune marge de manœuvre, quelle qu'elle soit, comme vient de le montrer une fois de plus, le triste épisode de "l'Union méditerranéenne" étourdiment lancée par M. Sarkozy et que l'Allemagne torpilla en un tournemain pour incompatibilité avec les cadres de l'Union européenne... Ainsi notre vaisseau est pour ainsi dire échoué sur le sable, en sorte qu'il importe peu que la barre soit tenue à droite ou à gauche, ou ne soit pas tenue du tout.

Nous autres, royalistes sommes bien les seuls, en restaurant l'essentiel de la France, à faire en sorte que le navire retrouve de l'eau sous la coque, c'est-à-dire sa souveraineté et son souverain. Les concours pour ce faire viendront de toutes parts, de tout ceux qui croient encore à la politique : en quoi nous constituons par excellence, et plus que jamais, ce que Jean Bodin appelait le parti des politiques.

CHARLES MOUSSAY

**CETTE ANNÉE-LÀ : 1800**

Cette année-là, le roi Louis XVIII, quarante-cinq ans, en exil à Mittau en Courlande (actuelle Lettonie), sur les terres du tsar Paul I<sup>er</sup>, se prenait à espérer rentrer en France. L'ancien comte de Provence, d'un an plus jeune que son frère Louis XVI, n'avait pas dans sa jeunesse été toujours irréprochable, mais depuis que les malheurs de la famille royale avaient fait de lui d'abord le régent du royaume après le 21 janvier 1793, puis le roi *de jure* depuis la mort au Temple du jeune Louis XVII en juin 1795, ce prince jusqu'alors insouciant, voire velléitaire, avait acquis une très grande conscience de ses droits et de ses devoirs envers la France sacagée par dix ans de révolution.

Il avait su qu'un certain général Napoléon Bonaparte, alors âgé de trente ans et déjà illustre par ses fulgurantes campagnes

en Italie et en Égypte, était accouru le 9 novembre 1799 (18 brumaire, an VIII), pour renverser à Paris un Directoire tombant de plus en plus dans la débilite. Les Français aspiraient à l'ordre, et la dictature militaire qu'avait instituée Bonaparte en créant le Consulat et en promulguant une nouvelle constitution, dite de l'an VIII, semblait aller dans le bon sens. Certains royalistes croyaient leur heure arrivée : ce général d'origine noble, ancien officier du roi, qui n'avait fait guillotiner personne, n'avait-il pas la possibilité de rétablir la monarchie ? Louis XVIII recevait de France des nouvelles qui éveillaient en lui un certain intérêt pour ce jeune Corse encore pourtant énigmatique, mais qui

**Le roi et l'aventurier**



**Louis XVIII a apaisé les querelles civiles et réaffirmé la souveraineté capétienne.**

peut-être pourrait être un Monck français... En février 1800, après de longs moments d'hésitation, il se décida à lui écrire :

« **Depuis longtemps, Général, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place ; fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français ; clémente par caractère, je le serais encore par raison [...]. Nous pouvons assurer la gloire de la France. Je dis nous, parce que j'aurai besoin de Bonaparte pour cela et qu'il ne le pourrait pas sans moi. Général, l'Europe vous observe, la gloire attend et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple.** »

Lettre certes prudente et sagement pesée, mais pleinement royale. Une grande courtoisie allait de pair avec la manifestation de la souveraineté monarchique.

La séculaire volonté capétienne d'assurer la paix par la justice et l'unité entre les Français se lisait dans la promesse du pardon "par caractère" mais aussi "par raison". Même au sujet de la "gloire" dont il savait le général épris, le roi lui apprenait avec bonté qu'il ne fallait pas la chercher pour elle-même, qu'elle devait être mise au service de la France, donc de celui qui l'incarnait, lequel, comme tous les rois de jadis, savait avoir besoin pour y parvenir du concours du plus vaillant de ses sujets.

**Le drame de la France contemporaine**

La lettre, accompagnée d'une autre pour le troisième consul, Charles-François Lebrun, fut confiée à l'abbé de La Marre qui vint à Paris la remettre à l'abbé de Montesquiou, lequel, l'ayant fait parvenir en haut lieu, vint chercher les deux réponses le 8 septembre 1800 et les remit à l'abbé de La Marre qui regagna la Courlande. Celle de Bonaparte sentait le mufle et l'hypocrite :

« **Je vous remercie, Monsieur (sic), des choses honorables que vous me dites. Vous ne devez plus souhaiter votre retour en France. Il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. L'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis point insensible aux malheurs de votre famille. Je contribuerai avec plaisir à la douceur et à la tranquillité de votre retraite.** »

De son côté, Lebrun osait offrir à Louis XVIII la couronne catholique... de Pologne, ce dont le roi fut indigné à juste raison. Quelques semaines plus tard, le tsar Paul I<sup>er</sup>, se rapprochait de Bonaparte et expulsait le roi de France qui dut brader le mobilier du château de Mittau et s'enfuir dans la neige au bras de sa nièce, l'ancienne Madame Royale prisonnière du Temple, qui avait épousé l'année précédente son cousin le duc d'Angoulême (fils du comte d'Artois, futur Charles X). Il lui fallut alors quémander la protection du roi Frédéric-Guillaume de Prusse.

Pour le malheur de la France, Bonaparte triomphait (ou semblait !), non sans avoir, avant de se sacrer lui-même empereur le 2 décembre 1804, créé l'irrémissible entre lui et les Bourbons en faisant assassiner le duc d'Enghien (21 mars 1804).

Dans cette correspondance de l'an 1800 tient tout le drame de la France contemporaine. Napoléon agissant selon son orgueil propre allait consolider les "acquis" les plus dissolvants de la Révolution et entraîner la France, non sans gloire, dans une aventure démesurée et sanguinaire qui la rendrait exsangue et qui sèmerait des foyers de guerre à travers toute l'Europe. Situation que la France ne parviendrait à surmonter tant bien que mal en 1814 que grâce à l'ancien exilé de Mittau, qui, après avoir dû quémander l'asile en Prusse, en Russie, en Angleterre, arriverait de Gand pour apaiser les querelles civiles et réaffirmer face à tous les États coalisés la souveraineté capétienne.

MICHEL FROMENTOUX

**C'EST ARRIVÉ IL Y A 100 ANS**

Par Juliette Parisot

**Nos idées toujours d'actualité !**

L'Action Française - 21 avril 1908 - n° 32

**LES AFFAIRES MACÉDONIENNES**

**Belgrade, 20 avril.**

*L'émigration de la population serbe de Turquie, notamment du nord-est de la vieille Serbie, prend des proportions considérables.*

*Effrayés par l'attitude des Albanais, les émigrants laissent en Turquie tous*

*leurs biens et viennent sans aucune ressource en Serbie où ils tombent à la charge de l'Etat et des particuliers, de sorte que le gouvernement serbe s'est trouvé obligé de prendre la décision de ne plus recevoir dorénavant des émigrants de Turquie.*